

A.M.I.R.A

**Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes
d'Investigation en Milieu Rural Africain**

note de travail

SERIE : ENQUETES ET OUTILS STATISTIQUES

- VOLUME 6 -

N° 31

COMMUNAUTÉS RURALES, GROUPES ETHNIQUES ET DYNAMISMES-SOCIAUX

UN THEME DE RECHERCHES DE L'ORSTOM - (AFRIQUE : 1964-1972)

PH.COUTY

G. PONTIE

CL. ROBINEAU

PARIS - AVRIL 1981

A 3026 ex 2

LE GROUPE A.M.I.R.A.

8112.81.1PP

29 AOUT 1982

O. R. S. I. O. M. Fonds Documentaire

N°

Cot

A 3026 ex 2

Créé en 1975, A.M.I.R.A. est un groupe de travail informel pour "l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain". Il est soutenu financièrement par le Ministère français de la Coopération. Y participent des personnes ayant une expérience en Afrique et faisant partie de l'INSEE, de l'ORSTOM, du Ministère de la Coopération et de sociétés d'études. Il est fait appel à des consultants extérieurs.

Le Secrétariat Scientifique est assuré à l'INSEE, Service de Coopération, par René HALLU et Danièle RAYSSIGUIER : Tél. 540-13-50/540-03-51.

Adresse : INSEE, Service Coopération, A.M.I.R.A., bureau 425,
18, Boulevard Adolphe Pinard, 75675 PARIS CEDEX 14

La production du Groupe A.M.I.R.A. peut prendre trois formes :

- Notes de travail sur un thème particulier, parfois très courtes, et souvent provisoires. Elles ne sont diffusées qu'aux correspondants du Groupe. Ces correspondants sont des personnes professionnellement et directement intéressées par les orientations et les travaux du Groupe A.M.I.R.A., et qui sont disposées à y collaborer, en élaborant des notes de travail ou du moins en transmettant régulièrement au Groupe leur propre évaluation critique des documents qui leur sont soumis.

- Brochures (série verte) qui visent à mettre rapidement à la disposition des professionnels intéressés, les notes de travail déjà examinées par les correspondants. Ces brochures regroupent en général plusieurs notes traitant du même thème. Cette série peut aussi accueillir directement des études plus importantes réalisées collectivement par des membres du Groupe.

Les brochures et publications sont envoyées aux personnes ayant fait état de leur expérience dans un des domaines de travail du Groupe A.M.I.R.A. : collecte, traitement, analyse et utilisation des données pour l'élaboration et l'évaluation des politiques et projets de développement.

- Publications de synthèse ou thématiques, plus élaborées et plus cohérentes. Dans chaque publication la présentation des outils, méthodes et analyses correspondant au thème choisi est faite en référence au cadre général des travaux du Groupe A.M.I.R.A.

Voir en annexe la liste des Notes, Brochures et Publications disponibles. Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs, et non les organismes cités.

LES OBJECTIFS DU GROUPE AMIRA

L'observation de la pratique du développement rural -réussites, échecs, difficultés- suggère la nécessité d'une meilleure définition des actions de développement en même temps qu'une amélioration de leur mise en oeuvre. Le rôle du Groupe AMIRA est donc de fournir une contribution à la révision des outils d'investigation et d'analyse en insistant sur l'importance fondamentale de l'information dans le processus de développement, aussi bien pour l'élaboration de la stratégie de développement que pour la planification et la définition des objectifs et moyens des actions de développement ou que pour la réalisation concrète de ces actions sur le terrain.

L'amélioration de l'investigation en milieu rural pose quatre séries de questions, qui constituent autant de domaines de recherche du Groupe AMIRA :

- Quelle information recueillir et pour quelles utilisations, pour quels objectifs ;
- Comment recueillir pratiquement cette information et auprès de qui ;
- Comment traiter et analyser l'information ;
- Comment utiliser l'information pour la décision.

Les travaux du Groupe AMIRA sont menés en insistant sur la nécessité, clairement mise en évidence par l'expérience acquise en matière d'actions de développement et d'investigations, de travailler dans un cadre pluridisciplinaire et intégré.

Dans ce cadre, les objectifs du Groupe sont les suivants :

- Eclairer les raisons de l'éventuelle inefficacité des interventions ;
- Faire un bilan critique des méthodes d'investigation et des outils d'analyse et d'action ;
- Proposer les lignes directrices d'un schéma plus adapté et plus opératoire d'organisation et d'intégration des investigations,

II - LES TRAVAUX REALISES

A partir d'une réflexion générale de type épistémologique sur les relations nécessaires, et actuellement insuffisantes, entre méthodes, politiques et théorie du développement, et sur la base des résultats des recherches en sciences sociales effectuées en milieu rural africain depuis une vingtaine d'années, les thèmes suivants ont été abordés :

- 1 - Réflexion sur l'évolution des sociétés dites "en voie de développement" : ébauche d'une théorie de la "transition" et définition et mesure d'indicateurs d'évolution des milieux ruraux, (indicateurs de transition),
- 2 - Evaluation des méthodes habituellement utilisées dans :
 - . les enquêtes statistiques,
 - . la planification,
 - . les évaluations de projet,
- 3 - Recherche d'éléments devant servir à la construction d'un cadre intégrateur pour les disciplines, les méthodes, les actions :
 - . mise au point de fichiers de villages
 - . prise en compte des différents niveaux de décision (analyse "pluridimensionnelle"),
 - . recours à l'analyse de système dynamique,
 - . élaboration de classifications caractérisant les groupes sociaux et les espaces ruraux.

La rédaction d'une première synthèse des réflexions et des propositions du groupe a été réalisée en 1978. Elle a donné lieu à plusieurs publications sous l'égide de l'AFIRD⁽¹⁾ et a été le sujet de journées de travail organisées par cette Association dans le cadre de l'INSEE, les 20, 21, 22 Septembre 1978.

Le bilan général, paru en Juin 1978, présente le Groupe, ses travaux et ses propositions. Ce bilan s'ordonne autour de la présentation d'un cadre cohérent et finalisé d'investigations, celles-ci étant différenciées selon les niveaux de décisions concernés et selon les méthodes d'enquêtes utilisées. Les autres volumes décrivent, ou décriront, plus particulièrement certains instruments ou certaines méthodes pour lesquels le

(1) AFIRD : Association Française des Instituts de Recherche sur le Développement.

Groupe propose des améliorations, ou qui constituent des innovations : fichier de villages, méthodes d'évaluation des projets, enquêtes statistiques auprès des ménages, etc...

Enfin les travaux du Groupe AMIRA ont servi de fil directeur à un colloque organisé par l'AFIRD et le Groupe AMIRA en Janvier 1979 et qui a réuni près de 120 chercheurs, universitaires et experts pendant trois jours à Paris sur le thème suivant : "les méthodes d'évaluation des transformations induites par les projets de développement dans les sociétés rurales africaines.

La publication et la discussion de cette première synthèse ont été suivies d'un programme de recherches complémentaires et appliquées, dont un certain nombre de rubriques très précises ont pu d'ores et déjà être identifiées :

- . mise au point d'enquêtes de description d'échantillon, amélioration des bases de sondage et des techniques d'enquêtes,
- . évaluation des besoins d'informations des planificateurs, et mise en évidence des relations entre Système de Planification et Système d'Information.

III PERSPECTIVES ET PROGRAMME EN COURS

Par ailleurs, le Groupe AMIRA ne peut réaliser une recherche vivante que si la réflexion théorique est constamment enrichie et réorientée par la pratique. Cette confrontation de la théorie et de la pratique, ce souci de l'application doivent se manifester désormais de trois façons :

- participation des membres du Groupe à des actions concrètes : enquêtes statistiques, élaboration et suivi de projets de développement, planification, etc... permettant l'expérimentation des nouvelles méthodes proposées ;

- utilisation des travaux du Groupe dans des actions de formation professionnelle, non seulement des statisticiens mais aussi des divers responsables et techniciens du développement rural ;

- proposition du cadre d'intégration des connaissances que tentent d'élaborer les membres du Groupe pour favoriser ou enrichir le nécessaire dialogue entre chercheurs, chargés d'études ou praticiens de disciplines diverses et contribuer ainsi à une meilleure utilisation de ces connaissances lors de la définition et de la mise en oeuvre d'un développement rural intégré.

VII

LISTE DES NOTES DE TRAVAIL

| Réf. | Parution | Auteur | Titre | Pages |
|------|---------------------|----------|--|------------|
| 1 | Mars 75 | CHARMES | Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique, I - Prolégomènes à une recherche | 20 |
| 2 | Avril 75 | WINTER | Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain | 24 |
| 3 | Avril - Nov. 75 | ANCEY | Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain | 30 |
| 4 | Mai 75 | ANCEY | Réflexions autour d'un document : "Méthodologie de la Planification. L'expérience de la Côte d'Ivoire", par J.L. FYOT | 8 |
| 5 | Juin 75 | HALLU | Résumé de document : "Les unités économiques en pays SERER" (Sénégal), par J.M. GASTELLU | 14 |
| 6 | Juin 75 | HALLU | Réflexions autour d'un document : "Les unités économiques en pays SERER", par J.M. GASTELLU | 8 |
| 7 | Mai 75 | ANCEY | Réflexions autour d'un document : "Connaissance du milieu et vulgarisation agricole. Le cas de l'opération Centre-Mossi", par J. MESNIL | 10 |
| 8 | Juil. 75 | ANCEY | Réflexions autour d'un document : "L'étude régionale de BOUAKE", 1962-1964 | 12 |
| 9 | Juil. 75 | ANCEY | La société SERER, ou défense et illustration d'une méthode d'analyse. | 24 |
| 10 | Août 75 | VERNEUIL | Note pour un bilan critique de l'enquête expérimentale Sénégal 74-75 | 12 |
| 11 | Oct. 75 | ANCEY | Les notions d'activités et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole. | 15 |
| 12 | Nov. 75 | ANCEY | Une nouvelle approche des budgets familiaux en Afrique. L'analyse matricielle. | 20 |
| 13 | Déc. 75 | CHARMES | Réflexions autour d'un thème de recherche de La Banque Mondiale : "Research proposal : growth of non-farm activities and employment in areas of rising output in agriculture" par D. ANDERSON (Cette note a été reprise en annexe n° 3, p. 29, dans la note AMIRA n° 14, 2ème fascicule) | 18 |
| 14 | Fév. 76 | CHARMES | Théories, politiques et planifications du développement. 1ère partie + Annexes, 2 fascicules) | 74 + 76 |
| 15 | Oct. 74 Avril 76 | CHARMES | De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus. | 80 |

.../...

VIII

| Réf. | Parution | Auteur | Titre | Pages |
|------|----------|--------------------------|---|-------|
| 16 | Juin 76 | ANCEY | L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles. Critique des critères d'évaluation. Réflexions à partir d'un cas. | 26 |
| 17 | Déc. 76 | GASSE | L'opération fichier de villages en République Gabonaise. Situation à la fin de l'année 1976. | 18 |
| 18 | Avril 78 | THENEVIN | L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique. | 63 |
| 19 | Janv. 78 | HALLU | Bilan et limites des enquêtes statistiques à objectifs macroéconomiques réalisées en Afrique francophone entre 1955 et 1970 (Nécessité de nouveaux types d'enquêtes-ménages en appui aux actions et politiques de développement en milieu rural africain) | 72 |
| 20 | Fév. 78 | SURGERS et VERNEUIL | La pratique des enquêtes statistiques auprès des ménages | 100 |
| 21 | Avril 78 | WINTER | Réflexion sur les enquêtes-ménages à fins multiples dans les pays en voie de développement. | 5 |
| 22 | Avril 78 | VERNEUIL | Comment orienter l'investigation en milieu rural africain à partir de la relation entre échange inégal, développement inégal et transfert de valeur. | 31 |
| 23 | Juin 78 | GASSE | Les fichiers de villages : problématique générale et expérience gabonaise (voir avec l'AFIRD) | 70 |
| 24 | Juin 78 | VERNEUIL et WINTER | Comment élaborer un système d'enquêtes intégrées. (Définition d'une méthode et d'un programme d'enquêtes interdépendantes, légères et permanentes à partir d'objectifs précis de politique économique). | 97 |
| 25 | Oct. 78 | SCHWARTZ J. | Le retard dans la production des résultats d'enquête statistique. Analyse d'un contre-exemple : l'enquête urbaine Kigali 1977. | 9 |
| 26 | Déc. 78 | GASTELLU | ... Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? | 22 |
| 27 | Nov. 79 | P. VERNEUIL | Eléments pour une classification des non-salariés de la petite production en Afrique de l'Ouest et du Centre | 54 |
| 28 | Déc. 79 | Ph. COUTY | Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique. | 43 |
| 29 | Juin 80 | Ph. COUTY et A. HALLAIRE | De la carte aux systèmes - les études agraires de l'ORSTOM au Sud du Sahara (1960-1980). | 123 |

IX

| Réf. | Parution | Auteur | Titre | Pages |
|------|----------|-----------------------------|--|-------|
| 30 | Déc. 80 | THENEVIN | Planification intégrée et système d'informations | 81 |
| 31 | Avril 81 | COUZY PONTIE ROBINEAU | Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux. Un thème de recherche de l'ORSTOM - Afrique 1964 - 1972. | 79 |

LISTE DES NOTES AMIRA DISPONIBLES

REGROUPEES EN BROCHURES

A demander au Secrétariat Scientifique AMIRA

I.N.S.E.E. Service de Coopération - Bureau 425 - 18 Bd Adolphe Pinard
75675 PARIS CEDEX 14

Danièle RAYSSIGUIER Tél. 540.03.51

René HALLU Tél. 540.13.50

- SERIE : PLANIFICATION, INVESTIGATION ET PRATIQUE DU DEVELOPPEMENT

Volume I

- Notes n° 2 (G. WINTER - avril 1975)
n° 4 (G. ANCEY - mai 1975)
n° 8 (G. ANCEY - juillet 1975)
n° 18 (P. THENEVIN - avril 1978)

Volume 2 :

- Note n° 30 "Planification intégrée et système d'informations"
(P. THENEVIN - décembre 1980)

- SERIE : ENQUETES ET OUTILS STATISTIQUES

Volume I : Le choix d'une unité

- Notes n° 3 (G. ANCEY - avril, novembre 1975)
n° 5 (R. HALLU - juin 1975)
n° 6 (R. HALLU - Juin 1975)
n° 9 (G. ANCEY - juillet 1975)
n° 26 (J.M. GASTELLU décembre 1978)

Volume 2 : Bilan critique et premières propositions

- Notes n° 10 (P. VERNEUIL - août 1975)
n° 11 (G. ANCEY - octobre 1975)
n° 12 (G. ANCEY - novembre 1975)
n° 19 (R. HALLU - janvier 1978)
n° 25 (J. SCHWARTZ - octobre 1978)

Volume 3 :

- Note n° 20 "La pratique des enquêtes auprès des ménages"
(P. VERNEUIL et M. SURGERS - février 1978) Réimpression
décembre 1978.

Volume 4 : Système d'enquêtes

- Notes n° 21 "Réflexions sur les enquêtes à fins multiples auprès
des ménages dans les pays en voie de développement"
(G. WINTER - avril 1978)
n° 24 "Comment élaborer un système d'enquêtes intégrées"
(P. VERNEUIL et G. WINTER - juin 1978) Réimpression
décembre 1978.

.../...

Volume 5 : De l'observation à la généralisation

Notes n° 28 : Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique (Ph. COUTY - décembre 1979)

n° 29 : De la carte aux systèmes. Les études agraires de l'ORSTOM au Sud du Sahara (1960 - 1980) (Ph. COUTY et A. HALLAIRE - juin 1980)

Volume 6 :

Note n° 31 : Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux. Un thème de recherches de l'ORSTOM (Afrique : 1964 - 1972) (Ph. COUTY, G. PONTIE et Cl. ROBINEAU - avril 1981)

LISTES DES PUBLICATIONS AMIRA-AFIRD DISPONIBLES
-----Adresser demande au :

Secrétariat Scientifique AMIRA (voir brochures AMIRA)

| | <u>Auteurs</u> | | <u>Pages</u> |
|------------|-------------------|---|--------------|
| Février 78 | IRAM | Méthode d'Evaluation des Projets (Analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération de développement) | 100 |
| Sept. 78 | SURGERS WINTER | Bilan des travaux effectués par le Groupe AMIRA de sa création à la mi-78 (2e édition corrigée décembre 79) | 80 |
| Sept. 78 | GASSE | Les fichiers de villages : problématique générale et expérience gabonaise | 96 |
| Déc. 79 | AMIRA | Appraisal on the work of the group from its creation until the end of may 1978 (english version) | 86 |

A.M.I.R.A. N° 31

COMMUNAUTES RURALES, GROUPES ETHNIQUES ET DYNAMISMES SOCIAUX

UN THÈME DE RECHERCHES DE L'ORSTOM (AFRIQUE :1964-1972)

PH. COUTY

G. PONTIE

CL. ROBINEAU

PUBLICATION PROVISOIRE

PARIS - AVRIL 1981

TABLE DES MATIERES

| | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| INTRODUCTION | 7 |
| I. L'ETHNIE EN QUESTION | 13 |
| 1. Les réticences | 13 |
| a) Réticences d'ordre scientifique | 13 |
| b) Réticences d'ordre politique | 20 |
| 2. Intérêt scientifique des monographies ethniques | 21 |
| a) Le point de vue des populations | 22 |
| b) Perspective dynamique | 23 |
| c) Une approche totale | 24 |
| II. LA METHODE DE RECHERCHE | 29 |
| 1. L'approche historique | 30 |
| a) Les Guéré | 32 |
| b) Les Alladian | 34 |
| c) Les Guiziga | 35 |
| d) Les Matakam | 37 |
| e) Djem et Bakwele | 37 |
| 2. Village et société globale | 40 |

| | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| III. ETHNIE ET MODES D'ORGANISATION SOCIALE | 47 |
| 1. La société guéré, agrégat de confédérations guerrières | 47 |
| 2. La société alladian : "L'unité dans la discordance" | 49 |
| 3. Les chefferies guiziga | 50 |
| 4. La société matakam : une segmentation maximum | 51 |
| 5. Les Djem : au-delà de l'ethnie, le lignage | 54 |
| IV. DYNAMIQUE SOCIALE ET CADRE ETHNIQUE | 55 |
| 1. Le retard guiziga et la propension à émigrer | 55 |
| 2. Les Matakam et la suppression démographique | 57 |
| 3. La crise guéré | 59 |
| 4. Djem et Bakwele : des rythmes d'évolution différents | 61 |
| 5. Continuité et changement chez les Alladian | 62 |
| CONCLUSION | 67 |
| BIBLIOGRAPHIE | 71 |

Tableau 1 : Présentation des Monographies : du village à l'ethnie

| Désignation de l'étude et date de publication | Date de l'enquête sur le terrain | Localisation et effectif de l'ethnie étudiée | Indications quantitatives sur les villages étudiés |
|---|----------------------------------|---|---|
| Tradition et changements dans la société Guéré 1971 | 1965 - 1968 | 200 000 Wé, comprenant les Guéré et les Wobé Zone forestière, ouest ivoirien | - Etude approfondie de deux villages : Ziombli, ouest du pays guéré - 736 hab. Sibabli, est du pays guéré - 626 hab. - Monographie du terroir de Ziombli. |
| Le Rivage Alladian. Organisation et évolution des villages alladian 1969 | 1965 - 1968 | 7 000 Alladian 3 cantons de Basse Côte d'Ivoire | - Enquêtes approfondies à Jacquerville - 911 hab. - Etude du terroir d'une partie de Jacquerville. |
| Les Matakam du Cameroun 1970 | 1966 - 1967 | 116 000 Matakam Zone montagneuse du Cameroun Septentrional | - Etude approfondie de 3 villages situés en montagne et dans la plaine proche : Magoumaz, 4 410 hab. (population "sociologique" : 8 200 hab) Tchebe-tchebe, 1 050 hab. Glapar, 320 hab. - Une monographie du terroir de Magoumaz a été réalisée par J. Boulet et publiée dans l' <u>Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara</u> . |
| Les Guiziga du Cameroun Septentrional 1973 | 1966 - 1967 | 55 000 Guiziga (en 1960) Zone de plaine du Cameroun Septentrional | - Etude approfondie de la chefferie de Maturua (17 386 hab.), avec : . un village exemple, Mussurtuk, 975 hab. . un village témoin, Mulva, 380 hab. - Etude plus rapide de la chefferie de Lulu (2 500 hab.). |
| Evolution économique et sociale en Afrique Centrale : Souanké 1971 La domination européenne à Souanké 1967 | 1963 - 1964 | 5 500 Djem (dont 2 850 au Congo) 13 176 Bakwela en 1963 Nord du Congo (région de la Sangha) et franges frontalières du Sud Cameroun | - Monographies de villages (population, lignages, organisation spatiale, alliances matrimoniales) - Approche historique (traditions, documents (depuis période coloniale)) - Etude privilégiée du village Eta II (24 hab.), du quartier Mesoh (98 hab.) (cycle de la vie individuelle, cycle de la vie sociale, économie de subsistance et cérémonielle, vie politique) - Comparaison avec les Bakwela (quartier Sieri, 160 hab. et centre urbain de Sembé, 820 hab.). |

5

INTRODUCTION

Un bilan des méthodes de recherche mises en oeuvre par l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) en milieu rural africain ne pouvait manquer de comporter plusieurs étapes, consacrées chacune à l'examen d'un ensemble de travaux présentant des caractères communs.

Il aurait été simpliste d'opérer les regroupements nécessaires en découpant la production scientifique disponible uniquement d'après les disciplines de rattachement. Quelle que soit leur formation d'origine, en effet, la plupart des chercheurs de Sciences Humaines essayent d'appréhender des phénomènes identiques (pénétration des cultures marchandes et de la monnaie, influence croissante de l'Etat, rupture des organisations et des équilibres anciens ...) et utilisent des techniques que l'on peut difficilement considérer comme étant l'exclusivité d'une discipline. Ainsi, la cartographie du parcellaire, d'inspiration géographique, ne laisse pas d'être employée par des sociologues. De même, les relevés de budgets ou de temps de travaux, apparemment domaine réservé à l'économiste, sont aussi entrepris par des géographes et des sociologues ... Convergence plus importante à nos yeux ; l'utilisation par tous, bien qu'à des degrés divers, de l'approche ethnographique (voire anthropologique), que l'on peut caractériser par une longue présence sur le terrain, et l'observation attentive des cultures matérielles. C'est essentiellement au stade de l'interprétation que chaque discipline retrouve sa problématique et sa vocation propres, et que naissent parfois des conflits, chaque discipline se voulant science de synthèse.

L'abondance de la production disponible, la variété des terrains et des opportunités de recherche, les desseins plus ou moins considérables d'investigations tantôt appliquées tantôt fondamentales, ne facilitaient guère les choix et les regroupements. En fait, ceux-ci se sont inspirés de deux idées.

D'abord, à partir de la seule production scientifique imprimée, isoler des séries d'ouvrages correspondant plus ou moins explicitement à un projet scientifique précis, et propres par conséquent à nourrir une réflexion méthodologique. C'est ainsi qu'une note précédente a proposé une

synthèse des monographies de terroir rassemblées dans les Atlas de structures agraires (1).

En second lieu, essayer -fût-ce en osant une sélection bien sûr discutable- de rendre compte d'un effort qui, considéré avec un certain recul, semble s'être orienté dans trois directions : l'étude des espaces, celle des groupes sociaux, celle enfin des problèmes ou des processus,

Si l'on accepte cette schématisation très provisoire, on admettra aussi que les monographies de terroirs, tout en formant un ensemble bien spécifique dans la production de l'ORSTOM, constituent un remarquable exemple de recherches axées sur les espaces et sur les rapports entre le paysan et la terre.

Les travaux dont il sera question ici, œuvres de sociologues et d'anthropologues, sont bien sûr plus spécifiquement centrés sur l'étude des groupes sociaux, des formes d'organisation sociale ... La notion d'espace n'est cependant pas absente : il s'agit en effet -les titres ne laissent aucun doute à ce sujet- de monographies ethniques et donc d'études portant sur un groupe humain et un territoire apparemment bien délimités. Mais nous verrons que ce point fait l'objet de nombreuses contestations,

Cinq ouvrages seulement seront analysés ici (2), Rien de comparable donc avec l'abondance des textes consacrés aux terroirs africains et malgaches. Les monographies ethniques qui s'inscrivent dans l'un des trois

(1) COUTY et HALLAIRE - 1980.

(2) Deux ouvrages concernent le Nord du Cameroun : Les Matakam du Cameroun, par J.Y. MARTIN, et Les Guiziga du Cameroun Septentrional, par G. PONTIE. Deux autres portent sur la zone forestière ou lagunaire de Côte d'Ivoire : Le rivage alladian. Organisation et évolution des villages alladian, par M. AUGÉ, et Tradition et changement dans la société Guéré, par A. SCHWARTZ. Le cinquième ouvrage, Évolution économique et sociale en Afrique Centrale. L'exemple de Souanké (République Populaire du Congo), par Cl. ROBINEAU, centré en partie sur l'analyse comparative des groupes ethniques Djem et Bakwele, ne relève pas du même projet collectif. Il nous a semblé cependant qu'inspiré par la même problématique, il méritait d'être analysé ici.

thèmes définis en 1964 par le Comité Technique de Sociologie de l'ORSTOM ("Structure et dynamique des communautés rurales") ne constituaient en effet qu'un des centres d'intérêt des sociologues (1). Plus limitées dans le temps (1965-1970) et dans l'espace, elles relevaient par ailleurs d'un projet moins directif que celui des Atlas de terroirs. Certes descriptives au départ, ces études avaient pour but, selon les termes mêmes du Professeur G. Balandier, alors président du Comité Technique de Sociologie, "de déboucher sur le repérage des dynamismes, des tendances évolutives et sur l'examen des problèmes avec lesquels ces communautés se trouvent aujourd'hui confrontées. Il s'agit véritablement, ajoutait-il, de constituer une sociologie dynamique appliquée aux sociétés paysannes du Tiers-Monde" (2).

Les chercheurs étaient invités à décrire une société mais aussi à orienter l'exploitation de leurs matériaux de terrain en fonction de la problématique qui leur semblait le mieux à même de rendre compte des caractéristiques de cette société. Les sous-titres donnés à ces monographies sont à cet égard significatifs : Les Matakam du Cameroun : essai sur la dynamique d'une société pré-industrielle ; Tradition et changement dans la société Guéré (Côte d'Ivoire) ; Les Guiziga du Cameroun Septentrional : l'organisation traditionnelle et sa mise en contestation ; Le rivage Alladian : organisation et évolution des villages alladian.

Ces recherches constituaient donc à la fois une "propédeutique" pour de jeunes chercheurs qui n'avaient eu encore que peu ou pas de contact direct avec les sociétés africaines et une introduction à des études orientées vers des "problèmes". Il est intéressant de noter au passage que les auteurs de ces quatre monographies ont mis à profit la connaissance acquise et de la société et de la région pour mener dans la même zone des études plus "sociologiques" centrées sur l'analyse de problèmes spécifiques : migrations, scolarisation, dynamique du sous-peuplement ...

(1) BALANDIER (G.), 1965, Les thèmes de recherche sociologique et psychosociologique, Bull. Liaison Sc. Humaines, n° 2, Paris, ORSTOM, diffusion interne - 123 p. multigr., (p. II).

(2) Seule la production imprimée est analysée ici, afin de permettre au lecteur l'accès facile aux documents de base ; il existe également des textes multigraphiés, qui n'ont pas été retenus.

Les caractéristiques propres à la société étudiée mais aussi les centres d'intérêt particuliers du chercheur ont donné à chaque monographie une certaine spécificité ; elles manifestent pourtant une inspiration commune et leur plan révèle d'indiscutables similarités. Il y a donc bien là matière à regroupement et à réflexion.

Cette explicitation de la notion d'ethnie devrait retenir l'attention des divers praticiens appelés à effectuer ou à utiliser des investigations démographiques ou socio-économiques en Afrique.

Dès le début des années 60, le démographe A.M. Podlewski avait déjà fait remarquer que dans bien des régions d'Afrique, en particulier dans le nord du Cameroun, les ethnies étaient pratiquement endogames (1). Sur cent épouses, quatre ou cinq seulement appartiennent à une autre ethnie que celle de leur mari -et encore s'agit-il généralement d'une ethnie voisine. La fécondité, qui avec la mortalité engendre la dynamique démographique, ne peut donc s'étudier valablement sur un ensemble groupant des ethnies différentes, puisqu'il n'existe pas, entre ces ethnies, de liens matrimoniaux permettant l'établissement d'une moyenne (2). Cela revient à dire que l'ethnie est la seule base sérieuse de travail démographique dans ces régions.

Dans les enquêtes statistiques courantes, celles qui concernent le niveau de vie par exemple, on peut utiliser le critère ethnique lorsque, pour le tirage d'un échantillon, on stratifie la population à étudier en sous-ensembles aussi homogènes que possible. Le but principal de cette stratification est d'accroître la précision des données se rapportant à l'ensemble de la population (3). Secondairement, la stratification permet, en atténuant la rigueur du tirage au hasard, d'obtenir dans l'échantillon une

(1) Voir en particulier PODLEWSKI, 1966, p. 8, et 1979.

(2) Même chez les Guiziga migrants, l'endogamie ethnique est confirmée par PONTIE, 1979, p. 122.

(3) "On obtiendra la précision maximum (en ce qui concerne la précision de l'ensemble des estimations relatives à la population) si les strates sont choisies de telle sorte que les unités à l'intérieur de chaque strate soient aussi semblables que possible" (YATES, 1951, p. 21).

représentation suffisante de toutes les composantes de la population, de telle sorte que les données collectées et présentées pour chaque composante soient significatives. Le choix du critère ethnique pour construire les sous-ensembles d'une population repose sur l'hypothèse qu'il existe dans chaque ethnie une certaine homogénéité de comportement, par exemple en matière de production agricole et de consommation alimentaire (1). On essaiera de montrer ici, à partir de cas concrets, ce que résume ou recouvre en réalité le critère ethnique, dans la mesure toute relative où on peut le définir avec précision.

Le Groupe AMIRA (2) insiste à juste titre sur l'intérêt qu'on peut avoir non pas tant à améliorer la précision d'estimations globales qu'à mettre en évidence la situation caractéristique de chaque sous-ensemble d'une population. Ainsi peuvent être révélés des processus de différenciation sociale qu'une approche trop exclusivement orientée vers la recherche de valeurs moyennes ne permettrait pas de saisir. On peut se demander dans un cas si, pour être vraiment significatifs, les sous-ensembles composant une population donnée ne doivent pas être construits en fonction d'une autre grille que celle de l'appartenance ethnique. Sans prendre parti sur ce point pour l'instant, on peut faire remarquer qu'une division en groupes ethniques n'exclut en aucune façon d'autres catégorisations fondées par exemple sur la place occupée dans les rapports de production (3). Dans cet ordre d'idées, il est commode de distinguer avec Davidson (4) des divisions verticales, ethniques notamment, fondées avant tout sur la descendance et la parenté, et des divisions horizontales liées par exemple à une stratification sociale en castes, ou à la présence de commerçants, ou à une différenciation entre planteurs et manoeuvres ... Les divisions verticales peuvent se combiner

(1) Exemple : la stratification en trois strates foubé, autochtone et baya dans l'enquête alimentation-budgets en Adamaoua, 1963-1964. Dans cette enquête, le critère ethnique était considéré comme "lié à l'activité agricole dominante" (WINTER, 1967, p. 12).

(2) Avec l'appui du Ministère de la Coopération, du Service de Coopération de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) et de divers autres organismes ou consultants, le Groupe AMIRA travaille à l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain.

(3) VERNEUIL, 1979.

(4) DAVIDSON, 1974, pp. 89 et 134.

avec les divisions horizontales, autrement dit une division de type ethnique peut se superposer à une stratification sociale analysable -dans la même région et dans la même enquête- en termes de rapports de production (1). Cette "superposition", cette "combinaison", posent d'ailleurs des problèmes d'interprétation que certains auteurs proposent de résoudre en disant que la stratification sociale, et les conflits qui lui sont associés, s'expriment, dans certains cas, en termes ethniques (2).

Le planificateur tient nécessairement compte de l'appartenance ethnique lorsqu'il utilise des enquêtes où figure cette donnée. Il peut également l'inclure directement dans ses propres travaux, par exemple lorsque, pour modéliser le comportement des centres de décision en milieu rural, il construit des régions homogènes par rapport à certains critères fondamentaux. Ainsi, P. Thévenin divise la Haute Volta en neuf régions, à partir de sept critères d'ordre physique et humain parmi lesquels figure l'ethnie (3).

Enfin, il convient de signaler que l'approche analysée ici met à ce point l'accent sur l'étude du changement social que le cadre ethnique devient, à peu de chose près, un moyen d'appréhension de mouvements historiques singuliers associant une dynamique globale et des rapports de force sui generis. Tant par leur direction que par leur rythme, les évolutions enregistrées sont différentes pour chaque société étudiée. Le constater, c'est montrer du même coup comment la généralisation des rapports marchands, la transition vers le capitalisme, la domination des sociétés techniquement avancées sur les sociétés techniquement arriérées, progressent diversement selon les réactions spécifiques des groupes concernés.

Cet essai comportera quatre parties. La première est consacrée à l'examen des questions préalables, théoriques et pratiques, que soulève la notion d'ethnie. On décrira ensuite la méthode de recherche utilisée dans les différentes monographies. La troisième et la quatrième partie résument les résultats essentiels auxquels sont parvenus les auteurs, tant au plan des faits d'organisation sociale qu'à celui des évolutions observées.

(1) On le montrera à propos des Guiziga et des Foulbé du Cameroun septentrional.

(2) En Côte d'Ivoire et au Togo, "...la situation de pénurie foncière engendre des conflits qui s'expriment en termes ethniques. Il est évident que dans bien des cas cette forme d'expression idéologique renvoie à des antagonismes économiques qui débordent largement les rapports entre ethnies (et qui concernent aussi les rivalités entre ressortissants d'une même ethnie). Mais le fait est que c'est le moyen d'expression privilégié des conflits" - (CHAUVEAU et GU-KONU, 1979, p. 10).

(3) THÉVENIN, 1975, p. 21

Ie Partie : L'ETHNIE EN QUESTION

Avant d'analyser les méthodes employées dans les études retenues ici, il y a lieu de s'interroger un peu plus en détail sur l'intérêt que présente la notion d'ethnie. On ne peut dissimuler en effet que cette notion provoque deux types de réticences, les unes scientifiques, les autres politiques.

I. LES RETICENCES

a) Réticences d'ordre scientifique

Une première constatation s'impose : la quasi-totalité des chercheurs africanistes ont désigné et continuent de désigner par leur nom ethnique les populations qu'ils approchent, même si leur centre d'intérêt n'est pas une société particulière mais un problème d'ordre régional voire national. Ils pérennisent ainsi cette notion, même s'ils en critiquent par ailleurs le bien-fondé. Il n'est pour s'en persuader que de recenser les titres d'ouvrages où figurent en bonne place les noms d'ethnies. En conséquence, on aurait pu légitimement penser qu'une abondante littérature aurait été consacrée à la définition de cette notion, comme c'est le cas pour le clan ou le lignage ; or, il n'en est rien (1). La plupart des chercheurs semblent accepter l'existence de l'ethnie comme un postulat : leur rôle se limitant alors à rechercher les critères d'homogénéité du groupe et à délimiter son aire d'expansion. Parmi les critères les plus fréquemment reconnus, on peut citer la langue, l'espace culturel, l'espace endogamique, l'unité politique, l'origine unique au niveau du mythe ... Selon la société considérée, c'est

(1) Notons que le mot ethnie n'a pas de correspondant chez les anglophones, qui utilisent le terme de culture ou peut-être de people au sens où le définit Evans-Pritchard, 1940, p. 5 : "Toutes les personnes qui parlent la même langue et qui, à d'autres points de vue, ont la même culture et se considèrent comme distincts d'agrégats analogues". Quant aux auteurs d'expression française, ils utilisent souvent le terme de société.

l'un ou l'autre de ces critères qui est privilégié, les autres ne permettant pas de définir le groupe ethnique mais une unité supra- ou infra-ethnique (1). La plupart des chercheurs semblent cependant d'accord sur un point : le groupe ethnique n'a pas d'homogénéité biologique contrairement à ce que laisse supposer le terme lui-même (ethnie vient de ethnos, qui signifie race, peuple). Pourtant, le fait pour un individu d'adopter une nouvelle ethnie s'accompagne très fréquemment, nous le verrons plus loin, de son intégration artificielle au sein d'un groupe de parenté ; il existe donc une relation, au niveau des représentations, entre groupe ethnique et groupe biologique.

La colonisation n'a fait qu'ajouter à la confusion en délimitant arbitrairement des groupes auxquels elle a attribué un nom qui désignait traditionnellement des unités plus restreintes ou au contraire plus étendues, voire un nom d'emprunt n'ayant aucune signification dans la langue des populations qu'il était censé caractériser. Plus fréquemment encore, ce sont les populations voisines qui ont individualisé le groupe ethnique, ce groupe ne puisant son homogénéité que dans l'opposition au monde extérieur. Ainsi les Massa du Nord-Cameroun décrits par I. de Garine ne se désignent pas entre eux par le terme de Massa : "Ce terme n'est usité par les informateurs que pour s'opposer aux islamisés et aux étrangers au contact desquels ils se trouvent" (2).

Le recours à l'histoire est particulièrement instructif sur ce point : les groupes ethniques tels qu'ils apparaissent aujourd'hui sont le résultat de déstructurations et de restructurations dues à des mouvements migratoires de plus ou moins grande amplitude, étalés souvent sur de longues périodes. C'est "la cohabitation au sein d'une même zone, l'affrontement de

(1) "L'unité ethnique recouvre des sociétés qui sont cohérentes entre elles par un ensemble de signes communs qui commande, en dernière analyse, les objectifs et les moyens d'action de ces sociétés, nonobstant telles particularités religieuses, politiques ou matérielles qui, ici et là, individualisent des sous-groupes ou des collectivités autonomes" - LESTRINGANT, 1964, p. 78.

(2) GARINE (de), 1964, p. 17.

problèmes quotidiens identiques et, dans certains cas, l'absorption ou la mise sous tutelle par un clan dominant de micro-groupes venus chercher asile (qui a permis à des groupes hétérogènes) d'acquérir un minimum de caractères communs au niveau de la langue mais aussi dans le domaine du religieux, de l'organisation économique et de la culture matérielle" (1). Le degré d'homogénéité ethnique varie considérablement d'un groupe à l'autre. Reprenons à ce sujet l'exemple des Massa. De Garine signale à la fois que "les traits qui semblent différencier les Massa du Sud de ceux du Nord présentent un caractère spectaculaire" et que les Massa, les Musgum, les Sara, les Musey et au sud les Tupuri et les Mundang "possèdent de nombreux traits communs tant dans le domaine de la langue que dans celui de la technologie ou de l'organisation sociale" (2).

A partir de constatations de cet ordre, certains chercheurs remettent en cause l'existence même de l'ethnie et reprochent à l'ethnologue d'avoir donné droit de cité à une notion éminemment contestable. C'est le cas de J.P. Dozon, par exemple : "... au niveau du chercheur et de son terrain d'élection, écrit-il, l'ethnie devient nécessairement sujet (mais sujet vide et hétéronome) ; il lui faut donc trouver des prédicats suffisamment pertinents pour soutenir cette difficile accession à l'existence. La parenté fait alors son oeuvre, elle lui permet de qualifier la population étudiée de patri-, matri- ou bi-linéaire. En revanche, au niveau de l'anthropologie, loin des empirismes de terrain, le sujet s'estompe ; il n'est plus que l'un des cas particuliers des universaux de la parenté" (3).

D'autres critiques s'adressent moins à l'existence même de l'ethnie qu'au choix de cette notion comme cadre privilégié de l'analyse sociologique.

(1) PONTIE, 1978, pp. 216-217.

(2) GARINE (de), op. cit., pp. 17 et 29.

(3) DOZON, 1977, p. 25.

Au début d'un ouvrage connu, Marshall Mc Luhan cite une phrase de Whitehead qui résume bien le problème scientifique posé par la notion d'ethnie : "Les grands progrès de la civilisation sont des processus qui détruisent quasi-complètement les sociétés où ils se produisent" (1). Si cette façon de voir est juste, ne perd-on pas son temps quand on travaille à délimiter et à observer des groupes sociaux tels que les ethnies actuelles, destinées de toute façon à voler en éclats -si ce n'est déjà fait- sous l'effet de processus qui devraient, eux, retenir toute l'attention des chercheurs ?

Ne risque-t-on pas de s'attarder à la description de différences culturelles dont le seul effet -déjà considérable, à vrai dire- serait de faire varier l'expression de processus occultes et fondamentaux ? (2).

Ou encore : ne prolonge-t-on pas, en les consolidant artificiellement, des formes dépassées du découpage social, qui cèdent la place aujourd'hui à des regroupements fondés sur les nouveaux rapports de production ?

R. Waast a critiqué de façon pertinente non seulement la sociologie empirique du développement telle qu'on la pratiquait dans les années 60 mais encore une certaine anthropologie culturelle à laquelle il reproche de s'intéresser d'abord aux sociétés pré-capitalistes pures en ignorant aussi longtemps que possible leur articulation avec le reste du monde : "En privilégiant la parenté, en concentrant le regard sur les micro-sociétés ethniques dont elle fait son fantomique objet, (cette méthode) expulse délibérément de l'analyse l'action des métropoles, de l'Etat, des classes sociales constituées à l'échelle nationale ou régionale -de tout ce qui échappe au champ de son microscope" (3).

(1) MARSHALL MC LUHAN et FIORE, 1967, pp. 6-7.

(2) "Le chercheur doit ainsi tenir compte du facteur interne -modes d'organisation et comportements typiques- qui affecte le changement social en l'orientant vers des modes d'expression inégalement adéquats" - BALANDIER, 1955, p. 503.

(3) WAAST, 1974, p. 24. Ces lignes ne se retrouvent pas dans la nouvelle version du texte publiée en 1980.

En d'autres termes, une approche exclusivement ethniciste aurait pour conséquence de mettre l'accent sur les faits de permanence et d'occulter les facteurs de dynamisme. Nous verrons que ce n'est pourtant pas le cas des monographies analysées ici.

L'extension des cultures commerciales, l'accroissement démographique, les migrations, l'apparition du salariat en agriculture de plantation villageoise, les progrès de l'Islam, voilà les vagues de fond qui poussent actuellement l'Afrique vers un avenir problématique. Le cadrage ethnique est-il de quelque secours pour observer et comprendre cette effervescence ?

Les responsables d'opérations de développement ne font en général pas de façons pour répondre par l'affirmative : le découpage ethnique est couramment utilisé pour segmenter le monde paysan en se référant à des différences de comportement connues depuis longtemps. En 1966, au Sénégal, les ingénieurs de la SATEC animant l'opération arachide-mil opposaient volontiers les Wolof, que les vulgarisateurs persuadaient facilement de s'endetter, aux Serer plus méfiants et moins "progressistes".

La même opposition entre Wolof et Serer pourrait être faite dans un autre domaine. G. Nicolas a récemment montré que "l'importance du cadre ethnique dans l'islamisation de l'Afrique au Sud du Sahara est un fait frappant : en de nombreuses régions, et surtout en zone soudanaise, la carte de la pratique religieuse recouvre en grande partie celle des frontières ethniques ... L'ethnisation de l'Islam, si elle n'est jamais totale et n'intervient souvent qu'à un niveau secondaire, constitue cependant un phénomène important. Elle contrarie notamment l'influence universaliste de la culture musulmane et maintient des clivages au sein de la collectivité islamique"⁽¹⁾.

Les restrictions apportées par Nicolas à l'exposition de ce thème sont des plus instructives (2) : "Il n'est pas question, écrit-il, de privilégier le cadre ethnique ni de soutenir une optique fonctionnaliste ...

(1) NICOLAS, 1978, p. 348.

(2) op. cit., p. 347.

Nul Africain ne se définit totalement aujourd'hui dans le cadre de son groupe ethnique, s'il en a jamais été ainsi. Et la participation ethnique varie selon les régions, les groupes et les sujets". (1).

On voit apparaître ici une double préoccupation :

- d'abord, ne pas considérer l'ethnie comme un objet d'étude en soi, ne pas s'engager dans la fabrication plus ou moins détaillée d'un catalogue morphologique des sociétés africaines ;

- couper court, d'autre part, à tout reproche de fonctionnalisme. "L'analyse fonctionnelle, écrit B. Malinowski, a pour but l'explication des faits anthropologiques, à tous les niveaux de développement, par leur fonction, par le rôle qu'ils jouent dans le système total de la culture, par la manière dont ils sont reliés les uns aux autres à l'intérieur de ce système, et par la manière dont ce système est relié au milieu physique" (2). L'idée que les liens entre faits et institutions définissent la fonction de chacun d'eux par rapport aux autres, et expliquent leur raison d'être au sein de la société étudiée, fait trop peu de place à la dynamique et au changement puisqu'elle écarte presque a priori la possibilité de déséquilibres et de dysfonctionnement.

Autrement dit, ce serait une grave erreur de s'engager trop profondément dans la collection et la description, considérées comme une fin en soi, de traits culturels plus ou moins cohérents définissant ensemble un groupe distinct des groupes voisins.

Il est vrai que la méthode monographique a des relents de fonctionnalisme et marquerait une régression par rapport aux théories évolutionnistes. "La micro-analyse, note G. Leclerc, est l'unité du discours fonctionnaliste ;

(1) Même lorsque, à cause de leur isolement, les ethnies prennent un relief particulier, leurs membres ne s'en considèrent pas moins comme participant à la société nationale qui cristallise autour de l'Etat moderne. Tel est le cas des Djem du Congo. Il y a dans ce cas divorce entre les deux plans culturel et politique, participation à la construction nationale concrétisée par la Révolution congolaise et maintien des solidarités traditionnelles à base ethnique (ROBINEAU, 1970).

(2) Cité par MERCIER, 1966, p. 133.

elle n'était pour les victoriens qu'un moment provisoire de l'analyse macroscopique ou globale" (1). Elle n'échappe pas non plus aux reproches adressés par R. Leach à toute méthode typologique qui n'explique pas pourquoi on retient un cadre de référence plutôt qu'un autre (2).

Néanmoins, il est évident que les grands courants qui agitent les sociétés africaines non seulement s'expriment diversement selon les ethnies, mais encore trouvent dans les solidarités ethniques anciennes ou renouvelées des aliments supplémentaires à leur dynamisme. Même en ville, écrit C. Coquery-Vidrovitch, les études montrent "au moins autant la persistance et la vigueur du lien ethnique, ou sa réapparition comme moyen d'adaptation ... que l'affranchissement d'une réalité sociale cependant minée par le brassage citadin" (3).

Au bout du compte, on pressent qu'il y a un compromis (4), un équilibre à trouver entre la prise en compte de l'appartenance ethnique et la référence à des situations ou à des facteurs qui dépassent de beaucoup ce cadre. Ne s'intéresser qu'aux déterminants globaux condamnerait le chercheur à demeurer dans l'abstraction, mais inversement, privilégier les particularités à travers lesquelles on est bien obligé d'observer l'action de ces déterminants globaux serait faire preuve de myopie.

Ce compromis a été formulé de manière très claire par le politologue R. Joseph, auteur d'un ouvrage sur la révolte de l'U.P.C. au Cameroun : "Je pense, écrit-il, que le chercheur occidentalisé doit préserver un équilibre entre ses modes d'analyse ethniciste et transethnique. S'il se contente de parler de l'émergence des classes bourgeoise et prolétaire tout court (en français dans le texte), alors le résultat risque d'apparaître méconnaissable à tout familier du terrain. Si au contraire, on fait du groupe

(1) LECLERC, 1972.

(2) LEACH, 1968.

(3) COQUERY-VIDROVITCH et MONIOT, 1974, p. 377.

(4) "Nous choisissons une sorte de compromis opératoire qui consiste à mettre en avant les spécificités locales de la région étudiée dans la mesure où elles suscitent une manifestation particulièrement nouvelle, nette, ou antagoniste des rapports sociaux dominants" - CHAUVEAU, 1979, pp. 60-61.

ethnique l'arène effective où se joue la dynamique sociale nouvelle, alors les réalités transethniques de l'Afrique moderne seront obscurcies⁽¹⁾.

b) Réticences d'ordre politique

Les réticences d'ordre politique éveillées par la notion d'ethnie sont facilement compréhensibles. Dans leur souci légitime de construire des "nations", les gouvernements africains souhaitent ardemment que l'individu soit un citoyen avant d'être membre d'une ethnie particulière. Il est vrai par ailleurs que la répartition des populations en de multiples ethnies bien individualisées à une résonance "exotique", "passéiste", en un mot "coloniale". Ces gouvernements n'en sont pas moins conscients de la permanence du fait ethnique et du rôle qu'il peut jouer dans la cristallisation des oppositions par exemple. Dans leur Histoire de l'Afrique, Coquery-Vidrovitch et Moniot notent (2) que certains partis utilisent le phénomène ethnique pour se faire l'écho d'un véritable nationalisme à l'échelle régionale. On a même assisté à l'invention d'une ethnie destinée à soutenir localement les revendications d'un groupe de pression (3). Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les chefs d'Etat se livrent à de savants dosages lors de l'attribution des postes ministériels afin de maintenir au sein même du gouvernement un certain équilibre ethnique.

Dans leur souci de minimiser l'importance accordée par les citoyens à leur appartenance ethnique, les responsables politiques semblent avoir adopté essentiellement deux attitudes, contradictoires en apparence seulement. La première consiste à éliminer du langage officiel toute

(1) JOSEPH, 1978, p. 456.

(2) COQUERY-VIDROVITCH et MONIOT, 1974, p. 385.

(3) Il s'agit de l'"ethnie" Basongye, véritable création des intellectuels de Luluabourg pour renforcer l'unité de la province du Lomani.

référence à l'ethnie, au niveau des recensements par exemple (1), et on ne peut qu'en regretter les conséquences au point de vue scientifique -particulièrement en ce qui concerne l'analyse démographique. La seconde, au contraire, a pour but de revaloriser la diversité des cultures ethniques. Au Togo, par exemple, les associations ethniques sont favorisées. Ainsi, des hauts fonctionnaires Moba et Gurma retournent périodiquement au "pays" pour organiser des réunions très officielles dont le but est à la fois de proposer des solutions adaptées au développement de la région et de revivifier ou plus exactement de "folkloriser" certaines manifestations collectives "traditionnelles" qui représenteront une part du patrimoine culturel togolais. Leur action va dans le sens du renforcement de l'unité nationale non en éliminant les particularités régionales mais en les intégrant officiellement, évitant qu'elles deviennent ainsi le canal privilégié de revendications partisans.

II. INTERET SCIENTIFIQUE DES MONOGRAPHIES ETHNIQUES

Les réticences d'ordre politique ou scientifique que nous venons d'évoquer ne suffisent pas, à notre sens, à ôter toute valeur heuristique à la méthode monographique. Trois remarques peuvent être faites à ce sujet :

- prêter attention au découpage ethnique, c'est respecter la vision que les populations intéressées ont d'elles-mêmes ;
- la perspective dynamique adoptée par les monographies examinées ici ne permet pas qu'on parle à leur propos de fonctionnalisme statique ;
- enfin, le cadrage ethnique autorise une approche anthropologique totale, très précieuse pour saisir toutes les composantes du changement.

(1) Sur 28 enquêtes à objectifs macro-économiques réalisées en Afrique de 1955 à 1965, R. Hallu (1978, p. 41), en repère 17 où le critère de différenciation des ménages selon l'ethnie, la religion ou la caste a été utilisé pour l'analyse des budgets. Sauf, éventuellement, en ville ou dans les régions peuplées par une seule ethnie, l'emploi de tels critères allait relativement de soi à cette époque. Par contre, la Commission Nationale chargée de préparer le recensement national camerounais de 1976 a émis un avis défavorable à l'inclusion de la variable ethnique dans les questionnaires. Aucune exploitation des données se référant à cette variable n'a donc pu être faite. Une position semblable a été prise au Ghana, en Haute Volta, et au Mali.

a) Le point de vue des populations

Le découpage ethnique traduit, de manière certes imparfaite mais indubitablement pertinente, la vision que les populations concernées ont d'elles-mêmes. Que cette vision ait des fondements objectifs tels que la langue, la culture matérielle, l'organisation sociale, c'est ce que les travaux examinés ici permettront d'élucider à partir d'exemples concrets. L'important est que cette façon de voir fasse partie du vécu quotidien, et manifeste l'opinion qu'il existe des différences qualitatives entre groupes. "Lorsqu'un Guiziga dit par exemple : Sukui ndra a zum zungu ta (littéralement : notre qualité ne mange pas d'âne), il se définira en tant que membre de l'ethnie guiziga, par opposition à un Mundang qui, lui, peut manger de l'âne ..." (1). "Le sentiment d'appartenance à l'ethnie s'accompagne, chez les Djem, d'une vision hiérarchique de l'univers qu'ils connaissent traditionnellement ... L'univers djem est doublement hiérarchisé : à l'intérieur du groupement ethnique Djem-Ndzimu-Djwé et à l'extérieur ..." (2). Constatant cette primauté d'une vision subjective qui n'est d'ailleurs pas seulement celle des populations observées mais aussi celle des observateurs, Dozon renvoie sur ce sujet à un passage très significatif du livre de P. Mercier, Tradition, Modernité et Histoire : "On peut retenir cette suggestion que le concept d'appartenance ethnique exprime en grande partie une "théorie" élaborée par une population donnée. Mais il nous semble qu'une réflexion sur ce point ne prend tout son sens que si elle aboutit à considérer l'ethnie comme une réalité dynamique, et cette "théorie" comme le reflet et parfois la conscience plus ou moins déformée de l'histoire" (3).

Observation qu'il convient de compliquer aussitôt : la référence ethnique ne renvoie pas seulement à la façon dont une société se voit elle-même, mais aussi à l'image que s'en font des sociétés voisines, éventuellement hostiles, à celle par exemple que peuvent avoir des "païens" du Cameroun septentrional les Fulbe musulmans qui ont envahi le pays au début du XIXe siècle.

(1) PONTIE, 1973 a, p. 66.

(2) ROBINEAU, 1971, p. 186.

(3) MERCIER, 1968, p. 76, cité par DOZON, 1977, p. 2.

En adoptant, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse, cette approche fondamentalement étrangère à sa propre culture, l'anthropologue manifeste son intention d'étudier la société de l'intérieur. Il annonce sa volonté de multiplier, donc de relativiser les systèmes de référence, et pratique d'emblée la décentration que Piaget considère comme l'une des conditions du progrès en science sociale (1). Décentration qui ne se limite pas, bien entendu, à octroyer un statut scientifique au cadre ethnique ; c'est au point de vue des intéressés sur l'ensemble de leurs relations entre eux et avec l'extérieur que le chercheur entend accorder une place de choix, au point qu'il finit parfois par se demander s'il n'est pas allé trop loin, s'il n'est pas tombé dans un ethnocentrisme inverse de celui qu'on dénonce habituellement : "Peut-être, écrit J.Y. Martin, entraîné par la démarche ethnographique qui consiste à saisir la société par l'intérieur, et suivant la pente naturelle de l'ethnologue s'attachant à la société au milieu de laquelle il vit, avons-nous peu à peu adhéré à leur univers (celui des Matakam) au point de ne plus voir les rapports avec l'extérieur, avec les Foulbé, avec l'administration, qu'à travers leurs yeux. Avons-nous été subjugué au point de ne plus pouvoir prendre des distances ?" (2). A qui sera tenté de faire l'expérience de cette plongée dans l'altérité, on conseillera de se pencher, avec Martin, sur la calebasse à demi-remplie de sable où le devin matakam pratique la divination par le crabe. Il y verra "un raccourci de l'univers de chaque individu" (ibid. pp. 189-190) : le carquois, les criquets, la fille, le rire, les choses pourries, la panthère, ... sans oublier les ennemis extérieurs. Qui sont donc ces ennemis représentés par des brins de paille ? Les Fulbe, symboliquement placés dans la calebasse en face du consultant ...

b) Perspective dynamique

Les études examinées ici, nous l'avons signalé, ont été exécutées sous l'inspiration de Balandier. Axée sur l'analyse du changement social, l'anthropologie dynamique de Balandier met en évidence les forces et les

(1) PIAGET, 1972, p. 33.

(2) MARTIN, 1970, p. 10.

mécanismes qui entretiennent la cohésion sociale tout en la menaçant ou en la renouvelant. Ce type d'approche insiste sur le double enchaînement de causalités qui oriente l'évolution d'une société. Le premier trouve son point de départ dans le milieu interne, l'autre provient du contact entre civilisations différentes. Balandier envisage la diversité des réponses que fournissent des sociétés différentes à un même défi extérieur, ou encore le fait que toutes les sociétés ne sont pas également vulnérables aux chocs de l'extérieur. Plus nuancée, plus réaliste que les problématiques globalisantes opposant la périphérie au centre capitaliste, les recherches de Balandier visent à rendre compte des résistances différentielles au changement face à des pressions extérieures de même nature. L'anthropologie dynamique ne pouvait pas ne pas accorder une grande attention au phénomène ethnique, cadre sinon facteur de différenciation sociale, en soulignant, bien entendu, tout ce que ce phénomène présente de mouvant et de flou (1).

c) Une approche totale

Qui dit ethnie dit ethnologie, ou anthropologie. Sans entrer dans de subtiles distinctions entre ces deux appellations (2), il y a lieu de faire remarquer que les travaux analysés ici manifestent tous une caractéristique éminemment anthropologique d'approche totale (3). En quoi cette approche totale intéresse-t-elle l'économiste, le statisticien, le responsable d'opérations de développement ?

(1) Ce passage s'inspire d'une relecture de l'ouvrage de Balandier paru en 1955 : Sociologie actuelle de l'Afrique Noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique Centrale. Il s'appuie également sur les analyses de Mercier, collaborateur de Balandier à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et à l'ORSTOM, et auteur d'une précieuse Histoire de l'Anthropologie (1966). Voir aussi BALANDIER, 1971, p. 6, et le jeu de la dynamique "du dedans" avec celle "du dehors".

(2) Voir sur ce point l'introduction de MERCIER, 1966.

(3) A une réserve près : les faits linguistiques, malgré leur intérêt évident quand on adopte le cadrage ethnique, n'ont pu faire l'objet d'une étude spécialisée, pour des raisons techniques faciles à comprendre. Si tous les auteurs n'ont pas acquis une connaissance approfondie de la langue, ils ont par contre analysé avec précision le champ sémantique des termes sociologiquement significatifs.

L'idée à retenir est que les faits économiques stricto sensu sont englobés (Polanyi disait : embedded (1)) dans un ensemble plus vaste, comme P. Ottino le montrait très explicitement dans un texte datant de 1963 (2), ou comme J.L. Boutillier le soulignait dans son essai de 1968 consacré à l'ethnologie économique : "Si l'économiste présuppose généralement que la réalité économique représente un tout homogène, isolable des autres aspects de la réalité sociale totale, l'ethnologue doit saisir les conduites économiques comme un ensemble de gestes plus ou moins ordonnés, accomplis à propos de la vie matérielle, et associant, combinant, unifiant le culturel, le social et le technique" (3).

A la différence des sociétés dites développées où l'on admet, probablement à tort, que la sphère économique se subordonne tout le reste du champ social et constitue à elle seule un domaine justifiant une science particulière, dans les sociétés pré-industrielles au contraire, rien ne peut être dit a priori sur la situation respective du sous-système économique et des autres composantes du système social. Ou plutôt l'on a de fortes raisons de présumer entre ces sous-systèmes économique, culturel, politique, religieux, une intégration qui exige un déploiement simultané de la recherche dans cinq directions au-moins :

- cadre géographique, milieu naturel, démographie, équilibre population/ressources ;
- communauté villageoise, chefferie, organisation politique et administrative ;
- système de parenté et de résidence, organisation matrimoniale ;
- organisation de la subsistance ;
- relations avec le surnaturel.

(1) POLANYI, 1965, p. 250 (embedded and enmeshed, "encastrés et pris dans le filet"). Ce que Fr. Pouillon exprime a contrario lorsque se référant à Marx, il parle de "mode de production capitaliste où le niveau déterminant, l'économique, devient en même temps le niveau dominant" (POUILLON et al., 1976, p. 73).

(2) OTTINO, 1963, pp. 8-9, à propos de l'exemple d'échanges entre pêcheurs Vezo et agriculteurs Masikoro à Madagascar.

(3) BOUTILLIER, 1968, p. 215.

Dans les monographies (voir tableau ci-après), le chapitre consacré à l'organisation de la subsistance occupe au maximum 23 % du nombre de pages total. Dans trois cas sur quatre, l'importance de ce chapitre est nettement moindre que celle du chapitre consacré à la parenté et au système matrimonial.

Or, tout ce qui peut contribuer à rattacher l'activité économique au cadre qui l'englobe et qui lui donne son sens a des vertus salutaires pour l'économiste que les signes extérieurs de technicité affichés par sa discipline ne portent que trop à un confinement dédaigneux. Tout audacieuses qu'elles puissent paraître, les tables des matières résumées dans le tableau ci-joint ont valeur de témoignage, et indiquent une voie fondamentalement juste.

Tableau 2 : Analyse du contenu des monographies : nombre de pages consacrées à chaque sujet, en % du total de pages dans chaque monographie.

| Sujets traités | GUERE | ALLADIAN | MATAKAM | GUIZIGA |
|---|---------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|
| Introduction, cadre géographique et humain, méthode | 9,16 % | 7,31 % | (I) 8,0 % | (I) 7,33 % |
| Histoire | (I) 9,16 % | (I) 8,94 % | (II) 11,0 % | (II) 11,00 % |
| Démographie | | | (III) 8,0 % | |
| Communauté villageoise | (II) 20,00 % | (II) 8,94 % | (IV) 11,0 % | (IV) 4,58 % |
| Parenté, système matrimonial, filiation, résidence | (III) 20,00 % | (III) (IV) 26,82 % | (V) (VII) 23,0 % | (V) (VI) 26,60 % |
| Ordre social, relations avec le surnaturel | (IV) 17,50 % | (VI) 15,44 % | (IX) 5,0 % | (IX) 9,17 % |
| Organisation de la subsistance | (V) 23,33 % | (V) 18,69 % | (VI) 19,0 % | (VII) 17,43 % |
| Organisation politique et administrative chefferie | | (VII) 6,50 % | (VIII) 8,0 % | (III) (VIII) 10,09 % |
| Synthèse - Conclusions | 0,8 % | 7,31 % | 7,0 % | 13,76 % |

N.B. : Les chiffres romains entre parenthèses indiquent le numéro du chapitre.



IIe Partie : LA METHODE DE RECHERCHE

Compte tenu des problèmes qui se posent lorsqu'on essaye de délimiter l'ethnie et d'appréhender les facteurs de sa cohésion, quelle est la méthode de recherche adoptée par les auteurs de monographies que nous examinons ?

Cette méthode associe deux démarches : une reconstitution des étapes au cours desquelles, historiquement, l'ethnie s'est peu à peu constituée dans sa forme actuelle ; une étude approfondie de communautés villageoises.

Aucun présupposé ne caractérise cette double démarche. Quelles que soient les habitudes engendrées par l'usage de désignations ethniques d'ailleurs souvent équivoques, les chercheurs se gardent d'accorder trop d'importance aux similitudes de comportement qui semblent propres à certains groupes socio-culturels, ou encore au fait que ces groupes s'identifient à un espace donné. Par-delà ces constatations purement empiriques, l'anthropologue se propose avant tout de reconnaître et d'explicitier des relations et des organisations, par exemple un réseau d'échanges matrimoniaux entre clans exogamiques, ou encore une structure politique spécifique. Il se préoccupe également d'identifier et d'analyser les idéologies qui peuvent justifier ces faits d'organisation : conscience d'appartenir à un même groupe (1), représentations collectives liées à l'acceptation et à l'exercice d'un pouvoir politique, symboles et mythes concernant les relations avec le surnaturel.

(1) "Faute d'un pouvoir centralisé (du type chefferie) liant organiquement les différents groupes (lignages, villages, tribus), faute de rapports sociaux (échanges matrimoniaux, commerciaux, alliances de guerre) s'étendant sur l'ensemble du supposé territoire ethnique, en l'absence d'une seule et unique origine liant sur le mode de la parenté les différents groupes tribaux, l'on est contraint pour définir l'ethnie de faire appel à la notion de conscience de groupe, à l'idée d'appartenance" (DOZON, 1977, p. 6). L'auteur note que même ce "minimum ethnique" est absent chez les Bété de Côte d'Ivoire à l'époque précoloniale, et que l'ethnie Bété, "se constitue, au moins formellement, dans les premiers temps de la colonisation".

Un tel cheminement a, au moins, autant pour résultat de relativiser la notion d'ethnie que d'en confirmer ou d'en vérifier la pertinence. Telle est, en particulier, l'impression que l'on retire d'analyses historiques qui confèrent souvent à ce qu'on appelle l'ethnie l'apparence d'agrégats aléatoires et arbitraires.

I. L'APPROCHE HISTORIQUE

Le recours à l'histoire, toujours fructueux lorsqu'on veut expliquer le fonctionnement d'une société (1) se heurte ici à de nombreuses difficultés.

Les sources écrites sont peu abondantes ou, du moins, très récentes, surtout lorsqu'il s'agit de sociétés qui, en raison de leur isolement géographique, de leur faible poids démographique ou du peu d'intérêt que pouvait susciter leur économie, n'ont guère attiré l'attention des premiers explorateurs.

Les sources orales, beaucoup plus riches, doivent être recueillies et ensuite analysées avec beaucoup de précautions. Les informateurs relatent souvent une histoire officialisée par le groupe, transformée, adaptée : les faits peu glorieux peuvent être occultés, tel ancêtre vaincu artificiellement réhabilité ou rayé de la généalogie ... Cette histoire vivante dans l'esprit des hommes, chère à B. Malinowski qui la distinguait de l'histoire "passée, morte" n'est certes pas sans intérêt dans la mesure où elle continue d'agir, mais elle n'est pas suffisante (MALINOWSKI, 1946). M. Gluckman lui préférerait l'histoire "reconstruite" à partir de faits incontestables, qui représentait pour lui un élément essentiel à la compréhension du présent (2). Tenter cette

(1) Certains anthropologues, tel J.L. Amselle, vont même plus loin et considèrent l'histoire comme l'objet même de l'anthropologie. "L'objet de l'anthropologie, écrit-il, ... (est) l'étude intensive et localisée de l'histoire de l'insertion ou de la dépendance croissante d'unités sociales envers des ensembles plus vastes" (AMSELLE, 1974).

(2) GLUCKMAN, 1949. "Les écoliers anglais, écrit-il, connaissent le nom de Poitiers, Crécy et Azincourt : combien connaissent le nom des victoires françaises ? Pourtant, les victoires françaises ont gardé la France indépendante de l'Angleterre et ainsi affecté l'histoire anglaise et l'Angleterre" (p. 4).

reconstruction objective du passé nécessite de la part du chercheur un investissement en temps considérable et de réelles compétences d'ethno-historien. Il faut multiplier et diversifier les sources d'informations au sein de la société étudiée (1). Il aurait été nécessaire également (tous les auteurs de monographies ne l'ont pas fait, vraisemblablement faute de temps) de mener des enquêtes approfondies auprès des sociétés voisines, voire spatialement éloignées, avec lesquelles le groupe a eu des contacts afin de reconstituer avec davantage de précision les mouvements migratoires et leurs causes, de mieux comprendre les déstructurations et restructurations successives et, par là même, les étapes importantes de la constitution actuelle de l'ethnie, et de "démystifier" en quelque sorte la première version de l'histoire. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les traditions orales recueillies en pays peul par l'historien camerounais E. Mohammadou (1970) apportent des informations particulièrement importantes sur l'histoire des sociétés "païennes" du Nord-Cameroun colonisées par les islamisés.

La connaissance des réalités socio-culturelles actuelles est également un moyen efficace de contrôler les sources orales, de l'aveu même de l'historien qui utilise l'anthropologue après lui avoir tant apporté (COQUERY-VIDROVITCH et MONIOT, 1974, p. 7).

Cette hétérogénéité des sources conduit parfois à l'écriture de deux histoires qui ne se recouvrent pas toujours : une histoire "traditionnelle" que l'on voudrait davantage factuelle, assise sur des faits et chronologiquement plus rigoureuse ; une histoire coloniale éminemment factuelle et chronologique qui renseigne peu ou pas du tout sur les civilisations autochtones et déforme, par ignorance ou par commodité, les réalités ethniques. Ainsi, la tradition des Djem de Souanké débouche sur leur organisation lignagère et la représentation qu'ils s'en donnent, tandis que parallèlement, l'histoire qu'on peut écrire, grâce à la documentation scriptuaire disponible, est celle d'une reconnaissance progressive et du modelage spatial de l'ethnie par l'Administration, assortis d'une vision des plus élémentaires des articulations et du pouvoir en son sein (ROBINEAU, 1967, pp. 300 sqq; 1971, pp. 41-45).

(1) Certaines sociétés disposent d'"historiens officiels" ayant le monopole de la parole, ce qui ne simplifie pas la tâche du chercheur.

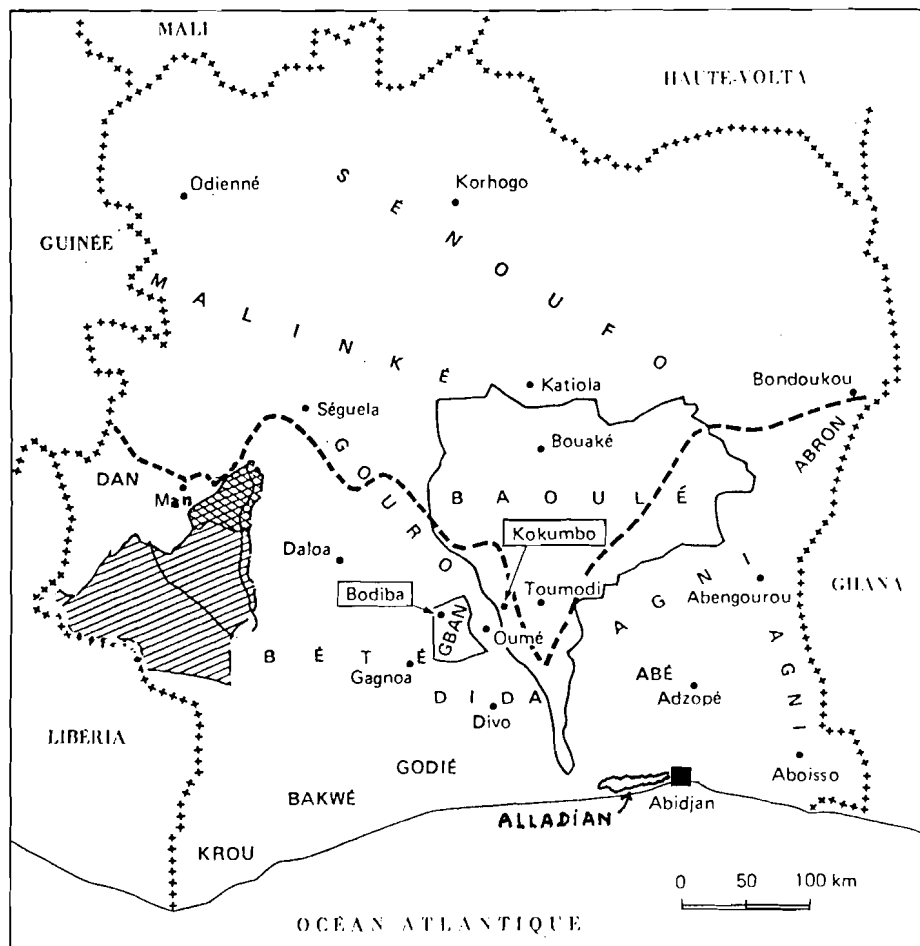
a) Les Guéré

L'isolement prolongé de l'entité socio-culturelle Wè dans le Sud Ouest ivoirien paraît justifier, a priori, qu'une étude particulière lui soit consacrée. D'emblée, cependant, quelques ambiguïtés surgissent. Les Wè parlent tous une même langue, mais à l'époque coloniale, certains malentendus tenant à l'emploi d'interprètes ou d'informateurs dan et malinké ont amené l'administration militaire à créer une distinction entre deux sous-groupes wè : les Guéré et les Wobé (SCHWARTZ, 1971 c, p. 13). Cette distinction n'a qu'une valeur formelle et les véritables divisions se situent sur un autre plan. Schwartz montre, à partir d'un examen détaillé des principaux mouvements migratoires, que les populations localisées entre Sassandra et Cavally ne forment pas une entité homogène. Les traditions orales relatives à l'origine et à l'installation des 51 groupes guéré lui permettent de distinguer :

- des populations se disant autochtones ;
- d'autres ayant migré sur une longue distance, et provenant de l'est, du nord et même du sud (Liberia) ;
- d'autres, enfin, dont l'arrivée est liée à des migrations plus courtes, internes à la région.

La reconstitution de ces divers mouvements permet à l'auteur d'identifier les unités territoriales et familiales qui servaient de base à la vie sociale traditionnelle des Guéré. Cette étude fait ressortir le rôle capital de groupements appelés bloa (de blo : terre).

Par la suite (ibid. p. 63), la pénétration coloniale ébranla la structure des groupements d'alliance, dont les limites devinrent perméables ; le village-lignage éclata et la structure sociale s'atomisa ; enfin, l'organisation de l'espace se trouva de plus en plus dictée, non plus de l'intérieur, par des impératifs de sécurité, mais de l'extérieur, par de vaines tentatives de regroupement et par des créations d'unités résidentielles artificielles.



- +++++ Frontière
- - - Limite septentrionale de la forêt
- Limite ethno-culturelle
- GBAN: Nom d'ethnie
- Toumodi: Centre urbain
- Le pays WÈ**
- GUÉRÉ
- WOBÉ

Source : d'après CHAUVÉAU, 1979
et SCHWARTZ, 1971c

CARTE 1

b) Les Alladian

Toujours en Côte d'Ivoire, les recherches historiques auxquelles Marc Augé procède à propos d'un peuple lagunaire, les Alladian, mettent fondamentalement en question la réalité même de l'ethnie alladian. Par ailleurs, les contradictions révélées par une analyse fine des structures sociales imposent un recours à une approche historique, seule capable de proposer -sinon de fournir- une explication.

A une époque non précisée, mais certainement antérieure au XVIIe siècle (AUGE, 1969, p. 31), les Alladian, avec d'autres groupes, auraient été contraints par la guerre de quitter l'actuel Ghana pour s'installer en Basse Côte d'Ivoire.

"Il est difficile, écrit Augé (ibid. p. 35), de savoir si cette migration touchait des tribus ou des peuples différents dont une installation distincte n'a fait ensuite que consacrer l'autonomie, ou si ce sont au contraire les hasards et les impératifs d'une longue fuite qui ont abouti à essayer dans une région assez étendue des groupes auxquels l'isolement a conféré à la longue une certaine originalité".

Cet isolement ne dura pas. En fait, le groupe Alladian a "fait sienne l'histoire des autres" (ibid. p. 254), au point que l'auteur se demande s'ils restent encore justifiables de l'approche ethnologique. Existe-t-il une identité alladian ?

"Les confusions de l'histoire traditionnelle et la profusion de traits culturels divers impliquent qu'une telle identité ne puisse, en tout état de cause, se définir qu'au terme de l'analyse des structures et des dynamismes de la société considérée" (ibid. p. 61).

D'où un recours aux sources écrites et orales ainsi qu'aux institutions actuelles vues comme témoins du passé. La recherche permet de repérer (ibid. p. 69) des rémanences structurelles -tendance à la réciprocité des échanges matrimoniaux- qui semblent totalement privées de fonction sociale dans la réalité actuelle. Ainsi, l'auteur est amené à formuler l'hypothèse d'une évolution historique contradictoire : certains facteurs, par exemple une émigration prolongée, la création échelonnée de villages autonomes,

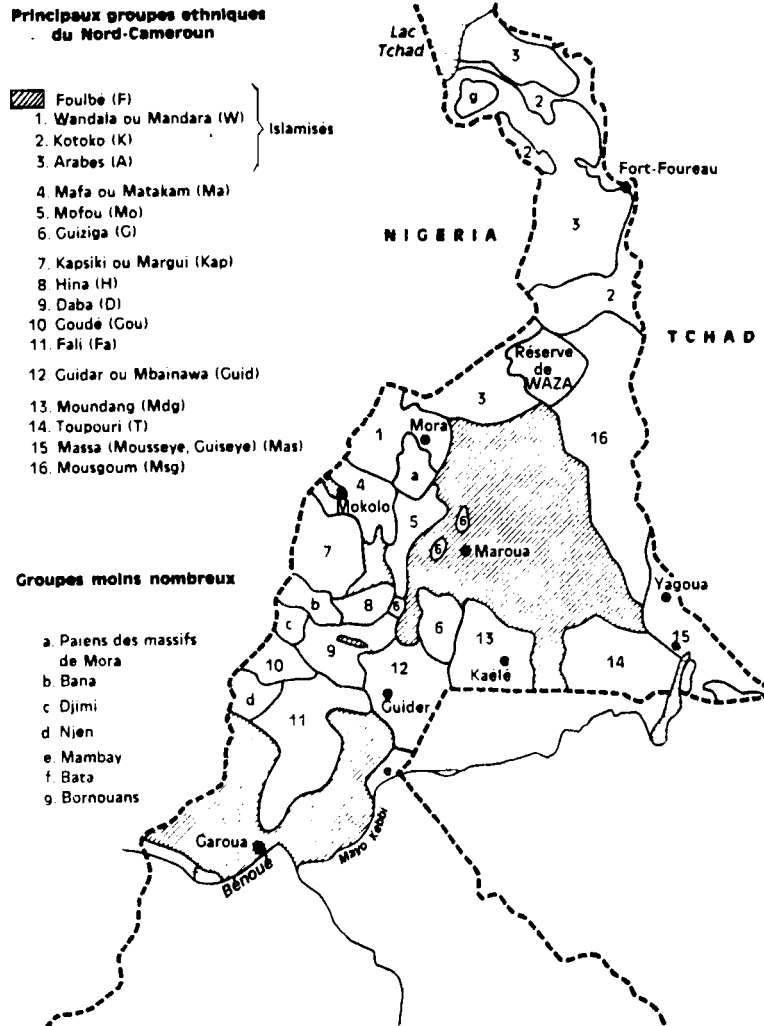
auraient favorisé l'apparition de "moitiés à fonction matrimoniale" et d'un système de réciprocité. D'autres éléments, par contre, tels que l'enrichissement de certaines familles grâce au commerce de l'huile de palme et l'importation de captives, auraient permis une endogamie, ou plutôt, une pseudo-endogamie lignagère.

c) Les Guiziga

Dans le nord du Cameroun, de nombreux faits conduisent le chercheur à s'interroger sur la réalité de l'ethnie guiziga. Certains Guiziga se considèrent comme des Mofou évolués (PONTIE, 1973 a, p. 28), alors que, par ailleurs, la langue guiziga présente d'incontestables ressemblances avec certains dialectes matakam. Divers groupements actuellement intégrés aux Guiziga Muturua, aux Mofou, aux Daba, aux Matakam et aux Kapsiki, semblent issus d'un tronc commun. Enfin, l'ethnie guiziga -si elle existe- comprend trois groupes occupant des territoires non contigus. A tous ces points de vue, l'homogénéité guiziga semble très relative.

L'analyse des traditions d'origine confirme cette impression puisqu'elle permet à Pontié de montrer que les trois groupes guiziga se sont eux-mêmes formés à partir de micro-groupes autochtones et d'éléments venus s'installer dans la région vers la fin du XVIIe siècle. La mainmise politique, et en partie religieuse, d'un clan dominant sur un territoire relativement étendu a joué un rôle intégrateur indéniable. Les nouveaux venus, quelles que soient leurs origines, devaient accepter la domination politique des Muturua qui leur offraient, en contrepartie, la sécurité. Très vite, ils s'intégrèrent à l'ethnie guiziga. Cette cohésion a été renforcée ou entretenue, notamment chez les Guiziga Muturua, par les péripéties de l'invasion puis de la domination fulbé (ibid. p. 34). La conscience de groupe, voire la xénophobie guiziga, ont trouvé des raisons de s'exacerber pendant la colonisation allemande, qui pratiqua un système d'administration indirecte avantageant les Fulbé. Plus tard, les officiers ou les administrateurs français tentèrent de procéder à un "appriivoisement" qui, vers 1960, avait encore fort peu réussi à déstructurer la société guiziga (ibid. p. 45).

CARTE 2



Source : PODLEWSKI, 1966

d) Les Matakam

Pour Martin, l'appellation Matakam ne désigne un ensemble ethnique particulier que par opposition aux populations voisines, notamment islamisées mandara et fulbé. Se dire matakam, avant toute autre chose, c'est se juger différent.

On trouve en pays matakam des groupes qui parlent des langues diverses et qui, sauf dans un cas, n'ont pas édifié d'organisation politique supra-villageoise. La fragmentation intra-ethnique, sur la base des accidents de relief ou du découpage en zones d'échange matrimonial, est très accentuée.

Cette société segmentaire s'est constituée à partir de trois courants d'émigration (MARTIN, 1970, p. 36) venus de l'est, du sud-ouest et des confins du Lac Tchad. L'hétérogénéité est donc ici peu discutable, mais elle a été contredite par le harcèlement fulbé qui a contraint l'ensemble de ces populations à se confiner dans la montagne et a fait naître un climat d'insécurité très fortement ressenti. La méfiance et l'agressivité matakam ont été entretenues au début du XXe siècle par les tentatives de colonisation allemande et française, puis par la volonté d'emprise d'un Etat camerounais "prosélyte et centralisateur" (ibid. p. 46). Seule la pression d'une démographie galopante, conclut Martin, finira par débusquer les Matakam de leurs rochers.

e) Les Djem et les Bakwele

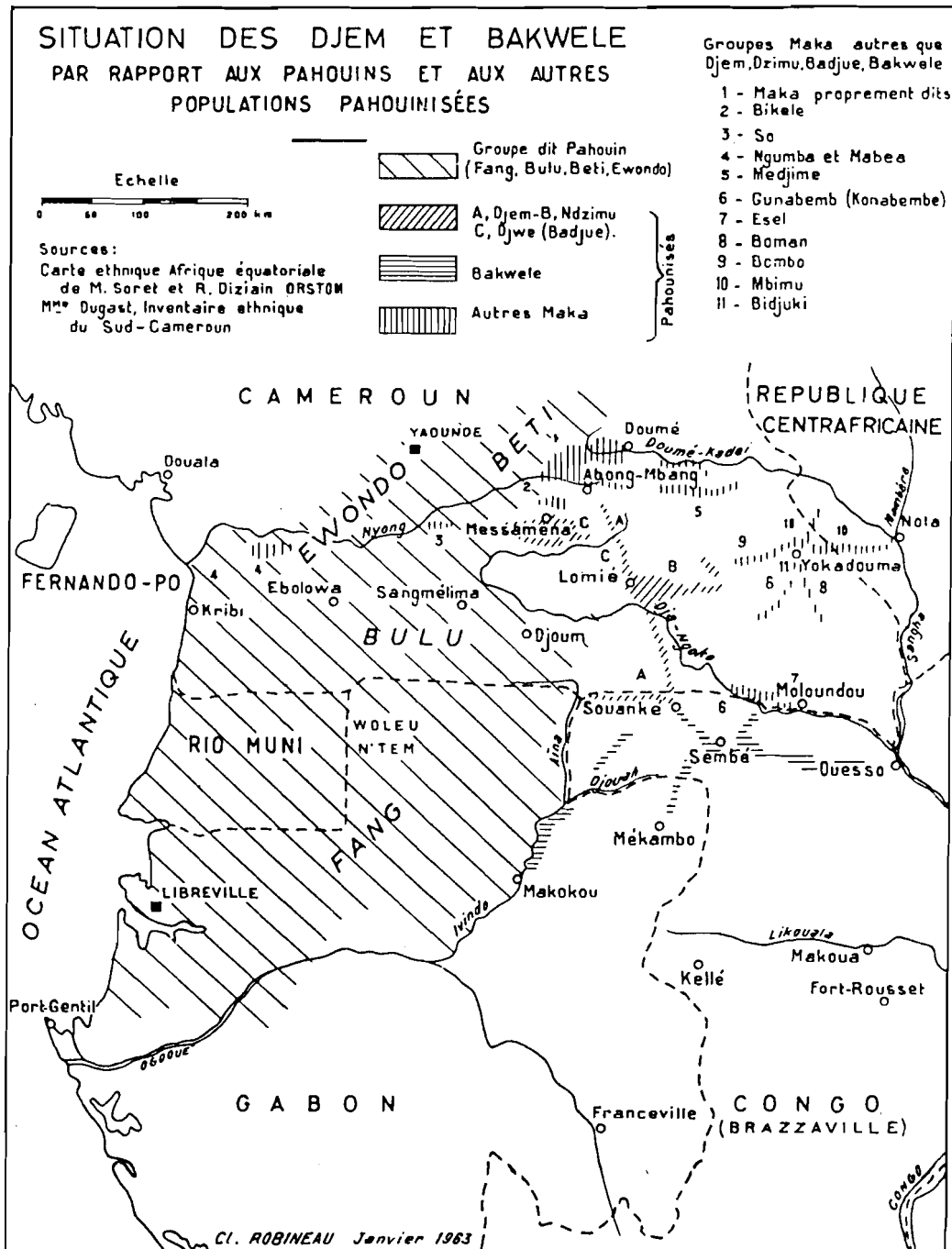
Il s'agit ici de deux ethnies qui, dans leur habitat actuel, témoignent des mouvements de peuples assortis de conflits qui ont affecté les zones du Sud-Cameroun, du Nord-Gabon et du Nord-Congo depuis la fin du XVIIIe siècle jusqu'au début du XXe. La conquête peut refouler dans la forêt les groupes Fang-Bulu-Beti qui se trouvaient dans la savane et ces derniers bousculent, scindent, assimilent ou rejettent vers l'Est les peuples apparentés Maka, lesquels bousculent à leur tour des ethnies déjà installées. Parmi ces Maka, les Djem qui disent venir du Sud-Ouest du Cameroun et appartiennent à un groupe Kozime qu'ils forment avec leurs voisins Ndzimu et Badjue constituent la pointe Sud-Est de ce groupe qui refoule vers 1900 d'autres Maka qui sont les Bakwele de Souanké, lesquels avaient eux-mêmes refoulé vers le Sud des Bakota qui s'y trouvaient installés (ROBINEAU, 1971, pp. 25, 37 et 39).

Durant la période coloniale marquée, au Congo, par un régime de collecte forcée de produits de traite, de recrutements autoritaires de main-d'oeuvre et de déplacements manu militari incessants des villages, l'habitat des deux ethnies djem et bakwele se trouve à nouveau remanié de façon autoritaire ou spontanément (par la fuite au Cameroun), les Bakwele subissant, de par leur position géographique, le poids de la colonisation avec plus de rigueur que les Djem (ibid. p. 45).

Par-delà ces vicissitudes, les mouvements historiques montrent à la fois la réalité et l'ambiguïté des distinctions ethniques, réalité concrétisée notamment par les guerres, ambiguïté qui résulte du jeu de multiples phénomènes. Au nombre de ces phénomènes, on peut compter l'assimilation d'éléments ethniques par une autre ethnie conquérante ou nouvellement occupante ; la constitution en entités ethniques autonomes des segments d'un même groupe qui se trouve, par suite de mouvements de populations, géographiquement écartelé ; les tensions qu'introduisent, à l'intérieur des unités historiques ainsi constituées, le découpage des frontières politiques et les aspirations des Etats modernes à intégrer dans les nations nouvelles les morceaux d'ethnies qui se trouvent placés sous leurs souverainetés respectives.

Ainsi, écartant les stéréotypes, l'histoire nous montre de manière à chaque fois singulière des groupes de parenté ou un leader avec des clients (Guiziga) qui entreprennent une migration, se fixent, soumettent des autochtones, s'associent entre eux ou se combattent. Une période d'isolement pourra faire que naisse une conscience de groupe, basée sur des similitudes de comportement plus ou moins manifestes, éventuellement renforcée par l'hostilité de groupes voisins. Rien de rigoureux dans tout cela, rien de définitif, et surtout, jamais rien d'exactly semblable d'un groupe ethnique à l'autre. L'analyse menée au niveau des communautés villageoises donne un contenu plus précis à cette conclusion essentielle.

CARTE 3



Carte ethnique des Djem et Bakwele.

Source : ROBINEAU, 1971, p. 24

II. VILLAGE ET SOCIÉTÉ GLOBALE

Si l'idée d'atteindre à la connaissance de l'ethnie par l'insertion en profondeur dans une ou plusieurs collectivités villageoises privilégiées constitue le B A BA de la méthode du chercheur "de terrain", qu'il soit anthropologue ou sociologue, différentes démarches sont concevables pour le choix de cette (es) collectivité (s). Certains ont choisi, en fonction de leur problématique, un point d'impact (village, chefferie) où ils se sont ancrés, où ils ont travaillé en profondeur et dont ils ont validé les enseignements par une extension des recherches à d'autres collectivités ou groupes de leur zone d'étude et enrichi leur connaissance de l'ensemble par une série d'allers-retours entre le champ privilégié de l'enquête et les points de comparaison. D'autres ont, à l'inverse, procédé à un survey de la zone choisie (par l'approche historique, par une série de monographies rapides de communautés couvrant l'aire d'étude), puis ont déterminé en fonction de ces résultats quelques points privilégiés où ils ont effectué un travail en profondeur.

S'agissant d'étude sociologique du changement, les chercheurs ont effectué leur choix en fonction de cette problématique, privilégiant les zones en transformation et aussi, parce qu'ainsi que Balandier l'a toujours fortement souligné dès 1950 : "... Les crises subies deviennent le révélateur de certaines relations sociales, de certaines des configurations culturelles, et de leurs rapports respectifs ..." (1).

Enfin, l'on ne peut esquiver le fait que l'approche micro-sociologique villageoise pose le problème de la généralisation des résultats obtenus à l'échelle de l'ethnie ou de la société que l'on prétend étudier.

Pour l'approche des Djem et des Bakwele, Robineau procède dans un premier temps à une quête concernant 16 collectivités et il obtient une série de monographies faisant apparaître le caractère composite des villages et leur

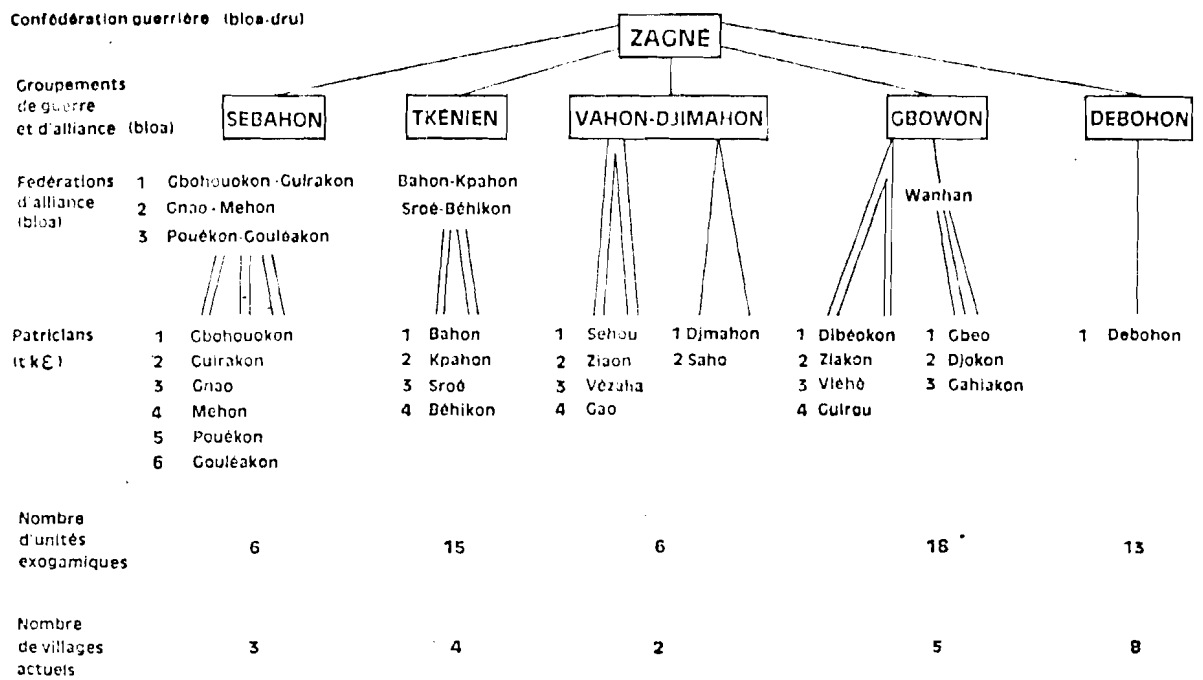
(1) BALANDIER, 1971, p. 6 citant son article de 1950. Cf aussi BALANDIER 1955 (éd. de 1963, p. 27) ; "L'examen des sociétés colonisées, par le biais de leurs crises spécifiques, fait accéder à certains égards à une position privilégiée (souligné par l'auteur)".

mode de formation, le panorama des ethnies concernées en termes de lignages, la géographie des relations matrimoniales notamment en rapport avec les différences de richesse en cacao et argent, la conscience que la population djem a de son faible peuplement et de son absence de dynamisme démographique préjudiciable à l'avenir de cette ethnie (1). Dans un second temps, la recherche approfondie porte sur deux collectivités de chaque ethnie, la quête sur l'ethnie bakwele servant de terme de comparaison au travail en profondeur concernant les Djem (analyse du cycle de la vie individuelle et sociale, de l'organisation lignagère, de la subsistance, du système cérémoniel, de la circulation matrimoniale). La reconstitution (par les traditions et la pratique coloniale) de l'histoire du peuplement et de la domination européenne permet de re-situer la quête villageoise dans le contexte de l'ethnie, et la structure sociale perçue dans la dynamique des rapports coloniaux.

Pour étudier de façon approfondie la société guéré, Schwartz choisit deux villages (SCHWARTZ, 1971 c, pp. 28 sqh). Le premier, Ziombli, situé à l'est du pays guéré, constitue un bon exemple des manipulations administratives qui ont affecté cette région, puisqu'il recouvre trois villages arbitrairement regroupés. A Sibabli, au contraire, où aucune intervention coercitive n'a eu lieu depuis 1925, on peut espérer retrouver une structure sociale ancienne et mieux mesurer l'impact du fait colonial. Paradoxalement, c'est pourtant dans ce second village qu'on notera une crise grave, comme nous le verrons plus loin - cela parce que, justement, la structure sociale était peu apte à résister aux facteurs actuels de désagrégation. L'important, c'est que loin de s'arrêter à ce niveau villageois, Schwartz l'utilise comme moyen d'identifier et d'étudier les groupements spécifiques (bloa) dont il a déjà été question plus haut. Le village n'est donc choisi et étudié que compte tenu de sa situation dans la société globale, un peu comme les relevés de prix effectués sur un marché ne sont interprétés que si l'on peut situer ce marché dans l'arborescence et l'enchaînement des circuits commerciaux dont il fait partie. Ainsi, le village de Sibabli est l'un des deux villages où résident les gens appartenant au bloa Vahon-Djimahon, l'un des cinq constituant la confédération Zagné (voir schéma ci-après).

(1) ROBINEAU, 1971, pp. 49-67 puis 163-164. A noter que dans la publication définitive, dix sur seize de ces monographies ont été présentées (aux fins d'allègement du texte).

CARTE 4



— Exemple de structure pyramidale de l'organisation sociale guéré : la confédération guerrière Zagné.

Source : SCHWARTZ, 1971c, p. 37

A la différence du bloa, le village ne forme pas une entité géographique ou territoriale (ibid. p. 33). Formé au départ à partir d'un lignage, ou d'une fédération spontanée de lignages, il s'est progressivement transformé en simple communauté de résidence, associant des éléments lignagers d'origines diverses, en raison des regroupements administratifs de population (ibid. p. 57).

L'étude menée dans ces deux villages est complétée par une monographie de terroir exécutée à Ziombli, donc dans la partie ouest du pays guéré, plus densément peuplée que la partie orientale (1).

Chez les Alladian, Augé situe également toute une étape de ses recherches au niveau villageois. Le site de Jacquville, et accessoirement celui de Grand Jacques, servent ainsi de support à une étude de la résidence et de la descendance. C'est à Jacquville également que l'auteur effectue une enquête sur les mariages qui lui permet d'avancer que 80 % des unions ressortissent à 5 types d'endogamie définie dans le cadre des matriclans fondateurs de village (AUGE, 1969, p. 126). L'analyse de terroir n'est pas absente : de même, écrit Augé, que le plan des villages et les caractéristiques de la résidence introduisent à l'étude de la descendance et de l'alliance, de même les données du terroir permettent d'analyser les conflits et tensions, leurs modes de manifestation, les institutions appelées à les prévenir ou les résoudre (ibid. p. 160). Effectuée à Jacquville, cette étude du terroir renvoie aux deux grands matriclans (eme) fondateurs, et confirme que chacun d'eux constitue une unité sociale et territoriale à l'intérieur de laquelle s'effectue la circulation des femmes et des terres. Ainsi, le chemin suivi est inverse de celui parcouru par Schwartz chez les Guéré : chaque auteur part du village, mais alors que chez les Guéré l'analyse fait ressortir l'importance d'une unité supra-villageoise, le bloa, chez les Alladian, c'est un groupe infra-villageois qui semble constituer l'unité sociale de base.

(1) Le planteur dispose en moyenne de 94 ares de café à Ziombli, de 126 à Sibabli (ibid. p. 24).

Le choix de Pontié, chez les Guiziga du Cameroun, s'oriente moins directement vers un village, puisque l'étude globale et historique a déjà permis d'identifier des unités territoriales et politiques, les chefferies, qui englobent les villages. C'est donc avant tout une chefferie que l'auteur choisit d'étudier, et il sélectionne celle de Muturua (700 km²), "la plus intéressante par sa taille, sa continuité dans le temps, la rigueur de son organisation" (PONTIE, 1973 a, p. 47). Il analyse également aux fins de comparaison la chefferie de Lulu, de dimensions plus restreintes. La recherche au niveau villageois demeurant néanmoins indispensable à l'intérieur de la chefferie, le choix se porte sur Mussurtuk, qui se trouve dans une zone où la population a cru rapidement à l'époque récente. Cette progression est due à l'existence de terres favorables non seulement à la culture du sorgho de saison des pluies, mais aussi à celle du sorgho de saison sèche ; cette caractéristique a permis l'extension de la culture du coton, de sorte qu'il est possible d'étudier à Mussurtuk, à la fois la possibilité d'un progrès dans le cadre de structures traditionnelles solides, et les principaux points de résistance à ce progrès (ibid. p. 61).

Chez les Matakam, chaque village forme une communauté territoriale dont les limites sont celles d'un massif occupé par des groupes de parenté d'origine diverse, qui se sont regroupés pour des raisons écologiques (MARTIN, 1970, p. 85). Le territoire matakam est ainsi partagé entre les communautés villageoises, et dans chacune d'elles, on retrouve la même structure sociale : des clans de statut différent, coexistant avec des forgerons et des étrangers (keda). Martin choisit trois villages ou quartiers :

- le quartier Mbijé de Magoumaz, occupé par un clan majoritaire (69 % des habitants) (ibid. pp. 94-95) ;

- le village de Tchebe-tchebe (ibid. p. 97), où quatre clans sont associés sans qu'aucun d'entre eux soit localisé de façon préférentielle sur une unité territoriale donnée ;

- et, enfin, le village de Glapar, situé en plaine et influencé par la culture musulmane ; des gens originaires de trois clans ainsi que des keda, s'y sont installés récemment à partir d'un village de montagne.

Dans tous ces villages, l'unité de résidence matakam (gay), qui est aussi l'atome du système de parenté, apparaît bien comme l'élément de base de la société. Chaque gay est entouré par les champs cultivés par la famille qui l'habite, jusqu'aux limites des concessions voisines. Les gay se juxtaposent en quartiers, les quartiers en villages, et les villages forment ensemble l'espace ethnique (ibid. pp. 86-87). L'importance du milieu physique est ici prépondérante. Les différents clans se sont rencontrés par hasard mais c'est l'orographie compartimentée qui a déterminé l'existence de communautés villageoises autonomes (ibid. p. 65) : chaque village s'est créé sur un massif (1). Quant aux quartiers qui compartimentent l'espace villageois, ils sont délimités par des cours d'eau ou des accidents de terrain. L'image d'ensemble est celle d'une société individualiste, où manquent les centres de vie sociale, mais où les capacités de résistance à l'ennemi extérieur étaient accrues du fait même de la dispersion.

De tout ce qui précède, on peut retenir que la présomption d'homogénéité ethnique exige d'être validée de deux façons : historiquement, en reconstituant les intrigues singulières par lesquelles des groupes humains se sont rencontrés et réunis, de façon toujours spécifique, en un espace donné ; sociologiquement, en identifiant les paliers d'organisation propres à chaque ethnie. La dernière opération a peu de chances, semble-t-il, de faire apparaître un niveau de regroupement qui coïncide avec l'ethnie entière, laquelle demeure décidément une sorte de concept-enveloppe ou de concept provisoire.

(1) Terme employé pour les commodités de la cause. L'auteur précise aussitôt que le terme de massif (dza) est employé par les Matakam pour désigner un village ou du moins une communauté territoriale. Cette dernière restriction renvoie au débat sur la notion de village et la validité de désignations telles que collectivités ou communautés villageoises. Voir à ce sujet, notamment, l'exposé de H. Mendras (1976).

IIIe Partie : ETHNIE ET MODES D'ORGANISATION SOCIALE

Quels renseignements méthodologiques peut-on tirer des résultats obtenus grâce aux recherches ci-dessus ?

Le premier, c'est sans doute que la réalité ethnique doit être découverte cas par cas. Par réalité ethnique, il faut entendre le ou les élément(s) qui confèrent au groupe de référence une spécificité suffisante pour qu'on doive le distinguer de ses voisins, pour qu'on puisse, par exemple, en faire une strate particulière dans une population soumise à enquête statistique.

Le second, c'est qu'au-delà d'un simple enregistrement des ressemblances superficielles, la recherche de principes d'organisation (1) peut fort bien ne renvoyer qu'à des unités infra ou supra-ethniques. Continuer à parler d'ethnie n'est alors qu'une facilité de langage permettant de rassembler des groupes organiques parlant la même langue, ayant la même pratique sociale, organisés de la même façon ...

I. LA SOCIÉTÉ GUÉRÉ, AGREGAT DE CONFÉDÉRATIONS GUERRIÈRES

Chez les Guéré, par exemple, l'élément de base de la société semble être le bloa dru, fédération d'alliance entre clans définis par l'existence d'un territoire où l'individu circule librement (SCHWARTZ, 1971 c, p. 32). L'échange matrimonial, activité sociale essentielle des Guéré, se pratique encore aujourd'hui entre lignages exogames à l'intérieur de ce bloa dru : groupement de guerre Nidrou à Ziombli, confédération Zagne à Sibabli, le résultat étant que le rayon moyen de ces échanges est de 10 km dans un cas, de 20 à 25 km dans l'autre (2). Chaque lignage essaie de choisir ses femmes dans les lignages les plus variés (ibid. p. 140), de façon à étendre au maximum ses alliances à l'ensemble du bloa dru, mais sans dépasser les limites de celui-ci.

-
- (1) Par exemple ceux qu'Augé (1969, p. 88) emprunte à Radcliffe-Brown. Pour qu'un groupe soit organique, il faut qu'il possède un des caractères suivants : que ses membres, ou une partie d'entre eux, entreprennent occasionnellement une action collective ; qu'il ait un chef ou un conseil agissant comme le représentant du groupe ; ou qu'il possède une propriété collective.
- (2) Cette différence reflète les écarts de densité démographique (ibid. p. 124).

Les autres aspects de la vie sociale renvoient au même cadre, ce qui n'a pas de quoi surprendre, puisque l'échange matrimonial commande tout le reste. Politiquement, les Guéré forment une société anarchique (ibid. p. 156), à structure lignagère et segmentaire, dans laquelle des responsables de l'ordre interviennent au niveau du lignage, du village et du bloa, mais pas au-delà. Entre bloa, ne règnent traditionnellement que des rapports de force. Ainsi (ibid. p. 185), les Nidrou entretenaient des relations conflictuelles permanentes avec leurs voisins de l'est, dont ils étaient d'ailleurs séparés par un no man's land d'une dizaine de km. Economiquement, la cohésion ne se manifestait pas à l'échelle de l'ethnie, mais à celle du bloa dru, en raison d'une certaine spécialisation des clans composant la confédération :

"Le bloa dru, ... malgré l'absence de toute structure politique institutionnelle, formait une unité territoriale fonctionnelle, et pour l'essentiel de ses besoins, capable de vivre autarciquement. Cette indépendance économique de la tribu était possible grâce à l'existence de surplus complémentaires d'une unité de production à l'autre et constituait, dans une société sur laquelle planait une menace permanente de guerre, la condition sine qua non de la survie. Il est très probable que la spécialisation de certaines tâches par clan soit apparue avec la formation des groupements de guerre, lors des migrations guéré de la savane vers la forêt" (1).

En ce qui concerne l'idéologie enfin, Schwartz fait remarquer (ibid. pp. 150 et 161) que l'observation d'interdits communs ne dépassait pas non plus le cadre du bloa. Seule, l'audience des hommes-médecines, devins, chasseurs de sorciers, s'étend bien au-delà aujourd'hui, grâce à la facilité des communications, mais elle franchit alors les limites de l'ethnie, qui apparaissent ainsi, une fois encore, peu significatives.

Pourtant, l'ethnie existe. L'ouvrage qui lui est consacré ne cesse de parler de "la société guéré", à juste titre puisque cette société présente au-moins un trait de structure commun : l'organisation en bloa. Mais entre

(1) ibid. p. 196. Ainsi, les Nidrou distinguaient des clans de pêcheurs, de chasseurs, de forgerons et de guerriers, chacun étant implanté dans la zone la plus favorable à ses activités.

cette perpétuelle référence à la société guéré et l'analyse rigoureuse des unités organiques qui la composent de façon lâche, il y a une coupure ou, si l'on préfère, un passage ambigu -celui qui mène d'une structure fondée sur des relations précises à un ensemble incertain fondé sur des ressemblances.

II. LA SOCIÉTÉ ALLADIAN : "L'UNITÉ DANS LA DISCORDANCE"

Tournons-nous maintenant vers une société de dimensions beaucoup plus réduites, les 7 000 Alladian qui habitent trois cantons lagunaires de Côte d'Ivoire. Ici, l'impression de fragmentation s'accroît. Chaque chef de village, note Augé (1969, p. 222), restait indépendant, et à l'intérieur même du village, indépendamment des organisations familiales qui jouaient, chacune pour leur compte, un rôle essentiel dans la vie socio-économique, les structures d'autorité étaient multiples. L'unité alladian n'était symbolisée qu'au plan religieux, par l'agglomération de Grand Jacques, sanctuaire du dieu Bedé.

Au plan de l'organisation matrimoniale, l'endogamie est lignagère, de sorte que les Alladian se marient peu hors de leur village (ibid. pp. 127-128). Il ne s'est agi en fait, pendant toute une période de l'histoire alladian, que d'une pseudo-endogamie, rendue possible par l'importation de captives et d'étrangères incorporées au lignage. Ces mariages intra-villageois homogénéisent les matriclans fondateurs et les matri-lignages, renforçant par conséquent la cohésion villageoise. Le matriclan (eme), unité où s'opèrent les échanges matrimoniaux, est aussi l'unité sociale qui peut avoir en propriété un morceau de forêt d'un seul tenant (ibid. pp. 88-89). Cependant, la société alladian possède "le redoutable privilège de cumuler les diverses formes de conflit possible" (ibid. p. 232). Elle est notamment caractérisée par une double articulation autour de la patrilinéarité et la matrilinéarité : "Aucun des deux rapports d'autorité (père-fils, oncle-neveu) ne se substitue à l'autre, ils s'affrontent". Le pouvoir est assimilé à la fortune et au prestige, mais la crainte qu'il inspire nourrit des pratiques de sorcellerie raffinées. L'analyse de l'économie traditionnelle multicentrique (1) et de ses transformations,

(1) Au sens que Bohannan donne à ce terme : composée de plusieurs sphères (vivriers, produits de la pêche, biens thésaurisés convertis en dots, captifs et captives), se référant à des unités de production et de consommation qui ne coïncident pas toujours. (BOHANNAN et DALTON, 1962).

enfin, amène Augé à énumérer des discordances de principe qui lui paraissent constituer pourtant "l'unité de fait de la société alladian". Quelles sont ces discordances ? La définition du statut de l'individu en termes de descendance, mais en fonction de sa situation économique, la définition des grandes unités villageoises comme matriclans (eme) alors que, par le jeu des dissociations et associations, les plus puissantes d'entre elles sont essentiellement des unités territoriales, l'effort des chefs de matrilignage (acioko) pour faire de ceux-ci, malgré la règle de patrilocalité, des unités territoriales et économiques (ibid. p. 158).

III. LES CHEFFERIES GUIZIGA

Dans le nord du Cameroun, la société guiziga est née (PONTIE, 1973 a, p. 196) du désir d'échapper aux chasseurs d'esclaves des grands empires tchadiens musulmans. Ainsi se sont constitués des groupes qui, dès le départ, ont eu à lutter contre leurs voisins, puis contre les Fulbé, et enfin contre les colonisateurs allemands et français. L'élément essentiel de cohésion ethnique est donc ici d'ordre politique : un pouvoir assurait la sécurité en prélevant un impôt et en levant des troupes. Encore aujourd'hui, les Guiziga du canton de Muturua et ceux d'Uzaï Lulu ont de nombreuses occasions de prendre conscience de leur appartenance à une unité territoriale dépassant le cadre villageois (ibid. pp. 161-162). Cependant, cette maîtrise politique des chefs de Muturua, de Lulu, de Marva, sur les hommes installés dans un espace donné, ne s'est jamais accompagnée d'une appropriation des terres (ibid. p. 55). Des gens venus de l'extérieur ont toujours pu s'installer sur le territoire de la chefferie, et contrairement à ce qui se passe chez les Matakam, cette perméabilité se retrouve au niveau villageois (ibid. p. 124) : l'aire villageoise n'est pas appropriée en totalité par les membres du clan fondateur, les étrangers peuvent s'y installer et créer des champs qui leur appartiendront définitivement, quelle que soit leur origine lignagère, clanique, et même ethnique. Le chef de village a autorité sur les villageois, non sur la terre (ibid. p. 173). Il n'y a pas de lien véritable entre un groupe de parenté et le village créé par ce groupe (ibid. p. 78) -encore que ce dernier y soit toujours représenté par un chef religieux, le massaï. C'est là un système original, qui inscrit le village dans la chefferie, mais avec un équilibre entre le pouvoir imposé de l'extérieur par le chef de Muturua et un

"pouvoir compensateur émanant des fondateurs du village représentés par le massaï et plus généralement de tous les membres de la communauté villageoise représentés par le mbur madedan" (PONTIE, 1976, p. 144).

Ainsi ont pu être fondus en une même communauté des éléments très hétérogènes. D'actives migrations internes (PONTIE, 1979) se sont trouvées facilitées par l'existence d'un espace où le Guiziga était assuré de retrouver un milieu familial. Résultat : les membres d'un même clan ou d'un même lignage se trouvent dispersés dans plusieurs villages, et dans le même village, on trouve rassemblés plusieurs clans ou lignages.

On ne trouve même plus chez les Guiziga les alliances nouées entre clans aux fins d'échanges matrimoniaux. Ces alliances ont vraisemblablement existé autrefois entre deux ou trois clans voisins, à une époque où, le clan étant encore un groupe de résidence (village), le principe d'exogamie clanique exigeait l'exogamie villageoise. Comme les clans sont aujourd'hui dispersés, les rapports préférentiels entre clans n'ont plus de raison d'être. Les facilités de circulation dues à la pacification et à l'organisation politique en chefferies ont bien sûr beaucoup contribué à cette banalisation de relations devenues individuelles.

A côté de l'organisation politique, la croyance collective aux esprits ou forces surnaturelles (kuley) concourt à renforcer la cohésion de l'ethnie guiziga. Rebelles à l'islamisation comme à la christianisation, les Guiziga trouvent dans cette croyance un facteur d'unité, et il est même permis de penser, écrit Pontié (ibid. p. 193), que "c'est au niveau du religieux que le Guiziga prend le mieux conscience de son appartenance ethnique".

IV. LA SOCIÉTÉ MATAKAM : UNE SEGMENTATION MAXIMUM

Toujours dans le nord du Cameroun, le cas des Matakam est bien différent. Les Matakam ne parlent pas tous la même langue (MARTIN, 1970, p. 16), et il n'existe pas d'organisation politique traditionnelle englobant l'ethnie de son ensemble. Seuls certains "massifs" -ceux de Moskota- ont réussi à édifier une chefferie commune, grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : une manipulation efficace du sacré, une réussite dans l'arbitrage des

conflits, une multiplication du nombre des dépendants d'un même clan, et enfin, l'influence du système étatique mandara. Ainsi, le pouvoir d'un clan a pu déborder les limites du village et a créé une "situation pré-étatique" (1). Mais il s'agit là d'une exception. Partout ailleurs, l'unité de base est le village-massif, structuré par la différenciation entre propriétaires de la terre (bab ouyak) et étrangers ou "chiens" (keda) qui ne peuvent s'approprier le sol par défrichement. Plusieurs clans peuvent coexister dans un même village, outre les forgerons castés et les keda. Ainsi, la communauté villageoise est structurée à la fois en fonction de la parenté, de la spécialisation professionnelle et de l'origine. Chaque village a son histoire propre, son territoire particulier, sa vie autonome (ibid. p. 82). Entre villages, les relations sont faites à la fois de guerres et d'alliances matrimoniales qui, encore vivantes aujourd'hui, s'inscrivaient anciennement dans le cadre propre du village-massif. Théoriquement, celui-ci pouvait donc vivre en autarcie, aussi bien en ce qui concerne la reproduction que la production, grâce à sa structure multiclanique. En fait, l'inégalité de taille des clans a rendu nécessaire une ouverture sur l'extérieur : dans l'un des villages étudiés par Martin, Magoumaz, l'aire d'échange matrimonial englobe près de la moitié des villages matakam (ibid. p. 164), avec toutefois une forte concentration des échanges dans une demi-douzaine de villages limitrophes.

Si le village constitue -réserve faite de ces alliances- l'unité sociale maxima, le gay, unité de résidence, représente l'unité sociale et économique de base. Il est structuré par une différenciation entre aînés, appelés à s'expatrier s'ils ne trouvent pas de terre dans le village, et benjamin qui reprendra l'exploitation familiale en succédant au chef de gay (à charge pour lui d'entretenir ses vieux parents).

"Une telle structure politique, où la segmentation est maximum et très grande l'autonomie des différentes unités où le chef n'a que les pouvoirs qui ne peuvent être assumés de façon diffuse étant donné l'hétérogénéité clanique, ... est faite pour résister efficacement aux attaques de

(1) ibid. p. 180 ; également, p. 181, l'explicitation de cette expression : "au-delà de l'anarchie organisée des communautés villageoises, les Matakam avaient réuni les conditions de la formation d'un état traditionnel, mais jamais au niveau d'une même communauté politique".

l'extérieur. Chez les Fulbé, avec leur système centralisé, il suffisait de tuer un chef pour devenir maître de tout son territoire. Chez les Matakam, on peut tuer un chef sans pour autant réduire la communauté politique qu'il faudrait conquérir gay par gay jusqu'au dernier ..." (ibid. p. 180).

L'ethnie matakam est donc faite avant tout d'une forte opposition aux ennemis extérieurs, d'une situation démo-économique spécifique, et d'un certain nombre de ressemblances dans l'organisation sociale et dans la culture matérielle. Mais si l'on cherche des unités organiques consistantes, on ne trouve que des familles, des villages, et des aires d'échange matrimonial associant plusieurs villages.

*

* *

D'une façon générale, ces quatre exemples montrent que faire allusion à la notion d'ethnie, c'est manier un concept dont le contenu demande à être précisé. L'opération est possible, mais au-delà d'une homogénéité de ressemblance et de juxtaposition, elle a pour résultat de mettre en évidence des principes d'organisation qui diffèrent selon les cas et qui ne correspondent qu'à des unités infra-ethniques : villages et aires matrimoniales chez les Matakam, villages et chefferies chez les Guiziga, confédérations de clans chez les Guéré, lignages endogames chez les Alladian. On soupçonne ici que la dimension de la société étudiée influe probablement sur la nature de ces découvertes, sans qu'on soit en mesure de bien voir comment. Quoi qu'il en soit, tout se passe comme si l'ethnie demeurerait toujours à l'état d'hypothèse non entièrement vérifiée, comme si elle ne résistait pas tout à fait à un examen sérieux. La notion est-elle plus solide lorsqu'on s'en sert pour repérer et interpréter des évolutions ?

V. LES DJEM : AU DELA DE L'ETHNIE, LE LIGNAGE

Ce tableau nous paraît devoir être auparavant complété par une vue sommaire du mode d'organisation des Djem de Souanké qui ne fait pas apparaître une institution aussi structurée ("pré-étatique" comme l'écrivait Martin (ibid. p. 180)) que la chefferie guiziga du Nord-Cameroun à laquelle on vient de faire référence. En 1963-64 (date de l'enquête), les Djem mettaient moins en avant les chefs de mbi (clans ou lignages) émiettés dans tout le territoire couvert par l'ethnie que le nom desdits mbi auxquels ils se disaient appartenir (par patrilinéarité avec double exogamie de mbi) et qu'ils disaient avoir à leur origine un ancêtre descendant lui-même de l'ancêtre mythique commun aux trois groupes frères Djem, Ndzimu, Badjue (ROBINEAU, 1971, p. 101). Les chefs djem les plus notables étaient quelques primi inter pares parmi les chefs de mbi, qualifiés de chefs de terres (ou de cantons) par l'Administration, le mot "terre" désignant simplement un secteur de l'ethnie, c'est-à-dire un groupement spatial de villages. Les villages n'étaient eux-mêmes que des groupements de fractions de mbi et l'organisation économique traditionnelle (de subsistance et cérémonielle -impliquant les relations matrimoniales) s'établissait au niveau des mbi, de leurs fractions villageoises et des segments familiaux internes à ces fractions (ibid. pp. 122-123).

Ce qui compliquait ce schéma lignager, mais éclaire la consistance de l'ethnie Djem, était l'externalité des mbi, dépassant le cadre de l'ethnie et se retrouvant, d'une part, dans les groupes frères, d'autre part dans les Fang-Bulu-Beti ou les Bakwele voisins. Dans ce dernier cas, il s'agit d'adoption par des Djem des clans ou lignages de l'occupant Fang ou Bakwele ; dans le premier, l'ethnie djem, loin de constituer un groupe de descendance, résulte d'un enracinement dans l'espace qu'elle occupe actuellement, et dans le temps de quelques générations, d'une fraction d'une grande ethnie originelle couvrant les trois groupes frères. En ce sens, la spécificité djem caractérisée par un territoire, une langue (ou la variante dialectale d'une langue commune aux trois groupes frères) et par une forte dose d'endogamie, constitue un pur produit historique (ibid. p. 102).

IVe Partie : DYNAMIQUE SOCIALE ET CADRE ETHNIQUE

Etudier l'ethnie dans le temps, c'est mesurer ce que la réunion de groupes divers peut avoir d'accidentel, de précaire et d'équivoque. C'est aussi saisir les solidarités et les ressemblances que la participation à un même destin engendre et consolide. Deux questions se posent alors :

- Observe-t-on, selon les ethnies, des réactions nettement différenciées à l'action de l'administration coloniale, à la diffusion des cultures d'exportation et aux pressions de l'Etat moderne ?

- Les caractéristiques propres à chaque groupe ethnique, en particulier son organisation sociale, peuvent-elles être considérées comme expliquant, dans une certaine mesure, les évolutions constatées ?

S'il est peu douteux, dans les cas étudiés, que la réponse à la première question doive être affirmative (1), on éprouve au contraire certaines difficultés à élucider les mécanismes présumés par la seconde. En général, il y a lieu de compliquer les schémas conçus en termes de réponse ethnique à un défi extérieur, mais le cadrage ethnique demeure utile, au moins comme point de départ, pour analyser les combinaisons sociales qui, d'époque en époque, créent des situations fortement spécifiques.

I. LE RETARD GUIZIGA ET LA PROPENSION A MIGRER

On a vu que, pour Pontié, la cohésion de la société guiziga résulte avant tout d'un facteur politique : la constitution de chefferies qui ont permis de fondre dans une communauté relativement vaste des individus d'origines diverses. Cette organisation a ménagé des espaces où tout membre de la communauté, et même certains étrangers, pouvaient circuler et s'installer à leur

(1) Sauf, peut-être, comme on le verra plus loin, pour les Guéré de Côte d'Ivoire.

guise, avec pour conséquence une remarquable dispersion des lignages dans les villages. Ainsi a été préservée l'originalité d'une société qui se trouvait pourtant géographiquement moins isolée que les sociétés montagnardes. "La mise en place par un clan dominant d'une organisation politique et religieuse à tendance intégratrice a permis de créer des liens de solidarité fondés sur la cohabitation à l'intérieur d'un même territoire, par delà la diversité des groupes de parenté ..." (PONTIE, 1973 a, p. 10).

Cette primauté du politique et l'intégration qui en est résultée, ont aujourd'hui des effets différents de ce qu'ils étaient aux époques d'insécurité. La vigueur du schéma d'autorité traditionnelle au niveau de la famille ne se dément pas et il est aussi difficile qu'autrefois de s'enrichir si l'on ne dispose pas d'un statut social éminent. En clair, la réussite économique n'est permise qu'aux individus capables d'utiliser à leur bénéfice, par le biais de la culture du coton, la force de travail de leurs dépendants. C'est l'apanage des détenteurs du pouvoir politique et religieux au niveau du village, et des aînés au sein du groupe de parenté. L'innovation se trouve donc freinée, ou en tout cas fortement canalisée par la structure sociale. La seule issue offerte aux contestataires de l'ordre établi, c'est la migration. Or, cette migration se trouve justement facilitée par la tradition de libre circulation, associée à l'organisation politique dont nous venons de rappeler les grands traits. Tout se passe comme si la société guiziga produisait la migration, en donnant aux subordonnés à la fois les motifs et les moyens d'échapper aux pesanteurs de l'autorité et aux frustrations qui en découlent. "L'organisation politique, religieuse et militaire mise en place au niveau de la chefferie ... a dans une large mesure permis à cette contestation de se traduire sous la forme de migrations internes" (PONTIE, 1979, p. 114).

Mais, aujourd'hui, les migrations ne sont pas seulement internes. Comme emportés par le mouvement, les Guiziga n'hésitent pas à quitter leur pays pour aller s'établir dans les régions du Cameroun septentrional placés sous la domination des musulmans. "En permettant aux étrangers de s'installer et d'avoir accès aux champs de coton et de sorgho de saison des pluies, les Foulbé disposent d'une main-d'oeuvre pour leurs propres cultures, en particulier de karal" (ibid. p. 124) (1). Le paradoxe est alors que les Guiziga,

(1) Le karal est un vertisol retenant suffisamment l'eau pour être utilisable en saison sèche. Ce type de sol est très recherché pour la culture du sorgho de saison sèche.

opposants traditionnels des Foulbé, se trouvent placés sous leur dépendance quand ils migrent. Ainsi se constitue ou se reconstitue une hiérarchie ethnique qui rappelle celle de l'époque précoloniale : au sommet les musulmans exerçant le contrôle politique et économique ; ensuite les "païens" de plaine (Guiziga, Mundang) habitués de la migration, s'islamisant si nécessaire ; tout au bas de l'échelle, les "païens" montagnards qui répugnent à migrer et ne trouvent guère à s'employer que comme manoeuvres agricoles.

On voit comment le cadrage ethnique, grâce à l'analyse historique et sociologique approfondie des groupes qu'il permet d'identifier, donne accès à l'interprétation d'une effervescence migratoire à première vue déconcertante puisqu'elle n'a pas de raisons économiques évidentes et qu'elle entraîne des résultats directement opposés à ceux que la société guiziga a, de tout temps, recherchés. Du même coup, on comprend mieux pourquoi et comment la société guiziga a réagi de façon négative aux facteurs de transformation sociale que sont la modernisation agricole et la scolarisation, accumulant ainsi un retard indéniable par rapport à d'autres ethnies "païennes" de plaine (Mundang, Tupuri, Massa) pourtant placés dans les mêmes conditions (PONTIE, 1973 a, p. 223).

II. LES MATAKAM ET LA SURPRESSION DEMOGRAPHIQUE

C'est la nécessité de répondre aux défis de l'histoire et de la nature, écrit Martin, qui a contraint les Matakam à se constituer en société fonctionnant de manière autonome (1970, p. 195), en isolat résistant à l'intégration dans la nation moderne. L'une des armes utilisées, c'est la dispersion et l'émiettement : il n'y a donc qu'une juxtaposition de micro-histoires villageoises dont chacune résume le devenir de l'ethnie toute entière.

Ce devenir est fondé, au niveau élémentaire, sur l'indissociabilité du gay, dont la préservation en tant qu'unité économique doit être assurée à tout prix. La femme qui abandonne son mari doit tout lui laisser, le gay est repris intégralement par le benjamin, le clan et sa terre sont protégés contre l'afflux des étrangers, le trop plein démographique est expulsé vers l'extérieur (ibid. p. 127).

L'idéologie exalte la permanence, la continuité, la stabilité : le vrai Matakam, c'est l'enfant qui imite son père, qui pratique les mêmes sacrifices que lui (ibid. p. 207). Le rattachement aux parents morts est perçu comme fondement d'une solidarité aussi importante que celle qui unit les vivants : "Ce qui fait l'unité de base des communautés villageoises matakam, c'est le lien qui existe entre les ancêtres, la terre qu'ils ont débroussée et leurs descendants qui la cultivent. C'est ce lien à la terre et aux ancêtres qui assure le maintien et la cohésion de la société des vivants face à l'extérieur" (ibid. p. 193).

L'isolement autorise et renforce ce conservatisme méfiant, mais à des degrés divers dans toute l'étendue du pays matakam. On peut établir une corrélation entre les caractéristiques du site géographique, l'adoption de l'arachide et l'ouverture sur l'extérieur (ibid. p. 134). Les zones du pays matakam les plus touchées par les transformations sociales sont aussi les moins protégées géographiquement. Une étude effectuée dans trois villages montre que le taux de polygamie et le montant des dots s'élèvent lorsque les cultures d'arachide et de coton s'étendent (ibid. p. 152). Ainsi des fissures apparaissent dans l'édifice social, déjà sérieusement ébranlé par un accroissement démographique de 2 % par an (1) qui contraint les montagnards à quitter leurs massifs pour venir travailler temporairement en plaine. L'économie foulbé est fondée aujourd'hui sur l'exploitation de la force de travail des "païens" (BOUTRAIS, 1978, pp. 336 sq.).

L'histoire matakam n'a désormais plus son ressort essentiel, l'hostilité envers les musulmans. En conséquence, elle n'est plus l'histoire des seuls Matakam, mais devient celle de tous les "païens" qui entrent en relations de plus en plus étroites avec les Foulbé et les Mandara. Que le cadrage ethnique aide à voir ces mutations ne signifie nullement que le regard du chercheur doive se limiter, même provisoirement, à une seule ethnie. C'est au contraire sur les rapports entre ethnies qu'il doit se porter, sur leurs conflits, leurs rivalités, leurs éventuels compromis.

(1) Soit un doublement de la population en 35 ans.

III. LA CRISE GUERE

De même que Pontié souligne le retard des Guiziga par rapport à leurs voisins, Schwartz note (1971 b, p. 248) une relative absence de dynamisme de la société guéré actuelle par rapport à d'autres ethnies de Côte d'Ivoire (Bété, Baoulé, Agni). Les Guéré semblent avoir réagi avec un temps de retard sur les populations du Centre ou de l'Ouest.

Ce genre de conclusion constitue un bon exemple de la façon dont le découpage par ethnies permet des comparaisons qui posent un problème. Le retard des Guéré, écrit Schwartz, pourrait s'expliquer par une situation de crise larvée au niveau des mécanismes de contrôle des institutions sociales de base.

Les manifestations de cette crise apparaissent plus ou moins intenses dans les diverses parties du pays guéré. Cette diversité pourrait conduire à mettre en doute la proposition que nous avançons à titre d'hypothèse et qui se trouve à peu près vérifiée dans les autres ethnies étudiées, à savoir que chaque ethnie est le lieu d'un certain type de réaction aux sollicitations de l'extérieur. Il est frappant de constater que cette proposition se révèle inadéquate dans une ethnie peu structurée, dont la dimension même ouvre la voie à d'inévitables différences de comportement. L'étude menée en pays Nidrou, à Ziombli, révèle une "structure patrilinéaire pratiquement pure, alors qu'à Sibabli, dans la confédération Zagné, l'organisation sociale accuse une tendance très largement cognatique" (1). Cette diversité permet, selon l'auteur, d'expliquer la "spécificité des schémas d'évolution des sociétés Nidrou et Zagné".

(1) A Ziombli, la majorité des dépendants sont dans une situation conforme à la norme patrilinéaire : si l'on se réfère aux seuls collatéraux, 36 sur 37 sont des agnats dont la présence s'explique par les règles de filiation ; un seul est utérin. A Sibabli, par contre, pour la même catégorie, sur 68 collatéraux, il y a 29 utérins (42,6 %) (SCHWARTZ, 1971 b, pp. 79 et 88).

La relative adaptation aux apports modernes, en pays Nidrou a pu s'effectuer sans que la structure traditionnelle se trouve remise en cause, en raison de la rigidité des cadres anciens. Au contraire, la société Zagné, plus instable, et dont la cohésion est plus faible, connaît une crise dont Schwartz énumère les symptômes : malthusianisme démographique, prostitution et vénalité des rapports sexuels, dégradation du schéma d'autorité, faible dynamisme scolaire (SCHWARTZ, 1971 b, p. 88).

D'une façon générale, la société guéré s'organisait autrefois autour de l'institution matrimoniale qui, par le truchement de la dot, mobilisait les efforts du lignage. Les aînés détenaient seuls la richesse et exerçaient un étroit contrôle sur leurs dépendants. Aujourd'hui la culture du café ouvre à tous la possibilité d'accéder à l'argent, et le pouvoir des aînés s'est évanoui. L'autorité administrative moderne n'a pas pu prendre la relève, à cause du fâcheux partage de compétence entre chefs de village et responsables du Parti (ibid. p. 247).

Au plan économique, le remplacement des biens spécifiques, difficilement accessibles, destinés à l'échange matrimonial, par de la monnaie largement diffusée, coïncide avec une évolution du système de production désormais axé à la fois sur la culture du vivrier (riz) et sur les plantations de café. Sur des terroirs comme celui de Ziombli, où les sols exigent une jachère de 8 ans pour se régénérer, mais où la population croît au rythme de 3 % par an, on assiste à la fois à un télescopage des calendriers de travaux agricoles et à une forte concurrence pour l'utilisation de l'espace. Toute terre plantée en café est soustraite à l'agriculture vivrière, et cela définitivement puisqu'elle fait l'objet d'une appropriation individuelle. Le caractère extensif des cultures vivrières (700 kg à l'ha) interdit l'accroissement de surfaces cultivées qu'il faut enclore pour les protéger contre les déprédations des rongeurs (agoutis). En fait, pour augmenter les superficies cultivées en riz, il faudrait passer à la culture irriguée. Or, le village guéré ne peut servir de base à un quelconque travail en commun. Résultant de groupements administratifs qui associent artificiellement des segments de lignages, il ne constitue pas une communauté organique pouvant prendre en charge une opération de développement. Pas davantage que les anciens villages-clans, le bloa n'a réussi à conserver son unité originelle. Il sert toujours de cadre aux échanges matrimoniaux, mais à titre d'unité sociale et non

territoriale. Au bout du compte, et malgré le risque de multiplication excessive des opérations de développement, Schwartz (1976, p. 25) est amené à suggérer que seule l'entité constituée par les ressortissants d'un même patri-clan dans un village donné (le gnu) pourrait servir de cadre aux interventions des développeurs.

On ne doit pas sous-estimer l'importance de telles conclusions. Elles intéressent non seulement le responsable de projets, toujours à la recherche de groupes capables d'assumer la mise en valeur d'espaces auxquels ils se sentent attachés, mais aussi le statisticien soucieux de dépasser "l'illusion villageoise" (AUGE, 1973). Pour y parvenir, l'exemple des Guéré montre qu'il convient d'accepter un découpage fondé sur les différences entre cultures, sociétés, ethnies, puisque ce découpage est propre à nourrir une analyse historique des faits d'organisation d'où procèdent les situations observées.

IV. DJEM ET BAKWELE : DES RYTHMES D'EVOLUTION DIFFERENTS

L'étude comparative menée sur les Djem et les Bakwele met en lumière les différences de comportement des deux ethnies voisines dans le développement du Nord-Congo. Les Bakwele qui ont subi de plein fouet les effets de la colonisation (recrutements forcés pour le chemin de fer Congo-Océan, déplacements multiples de villages sous l'impulsion de l'administration et prestations forcées de produits de cueillette pour la traite, caoutchouc notamment) semblent avoir évolué vers une structure familiale nucléaire en dépit de structures formelles fondées sur le lignage. Ils ont spontanément adopté des Djem la culture du cacao et, tandis qu'en vingt ans la production totale de la région a plus que doublé, la part des Djem dans cette culture -que ces derniers ont empruntée aux Maka du Cameroun- n'a cessé de décroître (GUILLOT, 1977, p. 156).

La préoccupation des Djem paraît moins consister dans le développement économique du groupe que dans sa survie, d'abord au plan démographique, ensuite à celui des institutions spécifiques du groupe. "Un attachement des Djem aux valeurs anciennes, traditionnelles de vie de clan en commun, explique leur différence de comportement vis-à-vis des Bakwele. Si l'on admet une

certaine conception traditionnelle de la vie chez les Djem ..., on peut expliquer la non-évolution de cette société eu égard aux Bakwélé. Ceux-ci auraient somme toute suivi une évolution normale de changement social ... tandis que les Djem auraient refusé cette évolution. Dans la société nationale en gestation de la République du Congo, les Djem feraient ainsi figure de minorité culturelle" (ROBINEAU, 1970, p. 208).

V. CHANGEMENT ET CONTINUITÉ CHEZ LES ALLADIAN

"Parce qu'une monographie même incomplète, ne saurait négliger les aspects qualitatifs les plus spécifiques d'une société, notait Augé dans son introduction (1969, p. 13), elle ne s'interdit peut-être pas pour autant d'en définir la rationalité, non forcément par le biais de comparaisons mais en appréhendant la rationalité même de cette spécificité, qui, située à la rencontre de la structure et de l'événement, relève à la fois de l'ethnologie et de l'histoire". Ce sont les résultats de cette double approche, diachronique et synchrone que l'auteur synthétise dans sa conclusion.

La formation sociale alladian lui a paru actuellement inspirée "par trois systèmes sociaux", servant en quelque sorte de repères pour mieux saisir à la fois, dans leur rationalité, les faits de permanence et les principales étapes de l'évolution de cette société. Ces trois systèmes sont figurés dans le tableau suivant que nous avons construit à partir du texte.

Tableau 3 : Essai de périodisation de l'histoire alladian
(d'après AUGÉ, 1969, pp. 238 et sq.)

| | Structure familiale | Structure économique | Structure idéologique |
|-------------|---|---|--|
| Systeme I | - coexistence du matrilineaire et du patrilineaire ; - réciprocité matrimoniale entre familles. | Pêche Sel | Polythéisme Le pouvoir des sorciers s'exerce dans le cadre du matrilignage. |
| Systeme II | - fusion et conciliation du matrilineaire et du patrilineaire ; - endogamie de lignage. | Commerce de l'huile de palme ; Acquisition de captifs et de femmes étrangères. | Monothéisme Le pouvoir des sorciers s'étend à la lignée paternelle. |
| Systeme III | - importance du couple et de la patrilinearité ; - élargissement de l'aire matrimoniale et disparition des mariages préférentiels. | Plantations individuelles de café, de cocotiers (avec salariat) Revenus urbains. | Eglises chrétiennes Le pouvoir des sorciers déborde la parenté. |

Nous nous risquons à résumer en quelques lignes les informations particulièrement abondantes de l'auteur et par là même à introduire du systématique où il n'y a que des nuances : aussi ne saurions-nous trop conseiller au lecteur de se reporter au document original.

Le tableau se prête à une double lecture : une lecture verticale qui retrace l'enchaînement "historique" de chaque structure ; une lecture horizontale qui met en relation les différentes structures d'un même système.

Ces systèmes sont évidemment des créations artificielles, des concepts de repérage et non des formations sociales -notons qu'il n'est plus question d'ethnie -entendues au sens de "société réelle, composée de différentes variables -lignagère, économique, religieuse, politique- elles aussi réelles" (ibid. p. 238). Ainsi, la structure économique du système III, caractérisée par l'exploitation de "plantations individuelles de café ..." n'est que la structure dominante et non la variable économique réellement observable : les Alladian continuent en effet à pêcher, à fabriquer du sel et à cultiver du vivrier. La variable ressortit donc à plusieurs modèles débordant

en quelque sorte l'un sur l'autre dans cette réalisation cumulative que constitue la variable pour l'observateur (ibid. p. 238). S'il en allait autrement, si chaque structure à l'intérieur d'un même système était parfaitement réalisée, en d'autres termes, s'il y avait adéquation parfaite entre sa forme, son langage et sa fonction (1), nous serions en présence d'une synchronie idéale et par là même d'un état a-historique.

Au sein d'un même système, les différentes structures ont des rapports fonctionnels : la cohérence d'une structure disparaît lorsque les caractéristiques de n'importe quelle autre structure se modifient. Ces rapports fonctionnels sont à distinguer des rapports de causalité plus difficiles à mettre en évidence. Dans le système I, l'auteur voit un rapport de causalité entre la structure économique et la structure sociale : "Les rapports de production et les caractères de la structure sociale paraissent à l'analyse fonctionnelle les uns des autres ; mais il y a une limite objective à la structure économique ... avant tout fonction des conditions naturelles". Il pense également que la structure idéologique, notamment religieuse, qui à bien des égards constitue un système autonome, peut avoir une influence sur la structure sociale, alors que "parler de fonction religieuse de la structure sociale n'aurait en revanche guère de sens" (ibid. p. 238).

A partir du système I servant de référence, dont la constitution est basée sur quelques témoignages anciens, sur la tradition, et le langage de "la variable socio-familiale qui à un moment donné a nécessairement été adéquat à la forme qu'il exprimait" (ibid. p. 239), Augé essaie d'analyser "pourquoi et comment les décalages entraînés par la réalisation progressive des différents systèmes suscitent l'apparition de formations sociales dont les diverses variables ne composent pas un ensemble rigoureusement fonctionnel sans qu'on puisse pour autant les tenir pour indépendantes" (ibid. p. 239).

(1) Un même langage peut en effet recouvrir des structures différentes par leur forme et leur fonction, mais des structures différentes par leur forme et par leur langage peuvent avoir des fonctions identiques.

La double détermination -interne et externe- de l'évolution sociale est illustrée de façon exemplaire. Les influences extérieures ont été particulièrement nombreuses et ont eu des conséquences très importantes. Très tôt, les Alladian ont été en contact avec le monde extérieur (sociétés voisines, commerçants anglais, ...) et ont su saisir les opportunités économiques qui se présentaient à eux. Les transformations au niveau de la structure économique, le passage par exemple de la prédominance de la pêche et du commerce à celle du commerce de l'huile de palme a eu des conséquences importantes au niveau de la structure sociale. Il a permis à certains lignages -tous n'étaient pas commerçants ou du moins pas au même degré- de s'enrichir et d'acquérir des captifs, difficiles à exporter par suite de l'interdiction de la traite esclavagiste. Ces captifs ont constitué une main-d'oeuvre précieuse et surtout permis au lignage de pratiquer une pseudo-endogamie fondée sur l'absorption des femmes étrangères, "solution plus économique que tout système d'échange même réduit à un système de réciprocité" (ibid. p. 69). Cette pseudo-endogamie a elle-même permis une meilleure concentration des richesses et de la main-d'oeuvre et la primauté du principe de résidence sur le principe de descendance, donc de la patrilocalité au détriment de la matrilinearité (1).

Au niveau de la structure socio-familiale, cette "lutte" entre les deux sphères (patrilinéarité, matrilinearité) paraît être la caractéristique essentielle de la société alladian. Cette opposition que l'on retrouve déjà, au moins à l'état larvé, dans le système I, peut-être considérée comme une forme de dynamisme interne, mais nous venons de voir qu'elle est en quelque sorte arbitrée ou orchestrée de l'extérieur en particulier au niveau de la sphère économique.

Dans le système III, la détermination extérieure -ici la colonisation- est particulièrement nette au niveau de la structure économique qui est "en avance" sur la structure sociale, en tout cas sur son langage. L'évolution confirmera la primauté du patrilinéaire sur le matrilinear, le passage d'un système d'héritage de l'oncle au neveu à l'héritage du père au fils, et l'individualisation de la richesse.

(1) La captive est considérée à la fois comme épouse et soeur de son mari, son descendant comme neveu et fils de son père chez lequel il réside donc en permanence.

"Jusqu'à la fin du siècle dernier, note Augé, les inégalités liées à l'âge, à la naissance et à la richesse ont pu s'ordonner dans le cadre de la communauté villageoise ; on pouvait parler d'une société alladian ; les entreprises individuelles exprimaient une aventure commune. Aujourd'hui, l'aventure est celle d'une communauté beaucoup plus vaste ..." (ibid. p. 254). En tant que "société", les Alladian ne représentent plus rien : leur avenir sera individuel et national. L'importance du double phénomène d'émigration et d'immigration qui affecte le rivage alladian le confirme.

CONCLUSION

Il faut convenir que la notion d'ethnie fait naître bien des perplexités. L'ethnie s'impose d'abord avec une certaine force à l'observateur, mais pour peu qu'il essaie d'en faire un objet ou un cadre de recherche, il la voit se diluer dans l'insaisissable. Une chose au moins est sûre : mieux vaut lorsqu'on parle d'ethnies, éviter certaines expressions qui pourraient égarer. Si on peut accepter, à la rigueur, que soit recommandée la "codification" d'une liste d'ethnies, par contre il est peu réaliste de laisser croire qu'une telle liste permette un jour de "préciser sans ambiguïté la portée de l'étude démographique ou sociologique entreprise" (JOLIVOT, 1964, p. 28). Jamais on n'utilisera la référence ethnique sans ambiguïté, ne serait-ce que parce que chaque ethnie s'organise le plus souvent autour d'un principe spécifique, ce qui veut dire qu'aucune n'est comparable à ses voisines.

L'existence d'un groupe ethnique fait naître une présomption d'homogénéité à l'intérieur de ce groupe, mais encore faut-il valider ce qui n'est qu'une hypothèse de travail.

On parle d'ethnie dans la mesure où un certain nombre d'hommes, à un moment donné, et à la suite de vicissitudes qu'il faut identifier, se trouvent parler la même langue, occuper un même territoire, se réclamer d'une origine commune, se comporter de façon plus ou moins semblable, échanger des femmes, relever d'un même système politique ... Nous avons vu que cette énumération de facteurs ou de manifestations d'homogénéité n'est jamais totalement vraie, au même moment, du même groupe tout entier. Si tel était le cas d'ailleurs, il faudrait aussitôt tenir compte de deux correctifs :

- d'abord, l'homogénéité ethnique, résultat d'une histoire commune, est toujours remise en question puisque l'histoire ne cesse de défaire et de refaire ce qu'elle a fait ;

- ensuite, même dans une ethnie véritablement homogène, il n'est jamais difficile de repérer des facteurs d'hétérogénéité, ou de stratification sociale ou de différenciation : division en bab ouyak et keda chez les Matakam, prééminence du clan Muturua dans la chefferie guiziga de Muturua, ... Cette hétérogénéité est le signe d'une organisation coextensive à l'ethnie et en gros semblable dans toute l'ethnie -organisation qui concerne notamment le contrôle foncier et le contrôle de la force de travail, l'accès aux femmes et à la richesse, le schéma d'autorité à tous les niveaux ...

Nous venons de changer de registre : de l'idée d'homogénéité, nous sommes passés à celle d'organisation et de société. C'est précisément ce passage qui rend difficile le dialogue entre statisticiens et anthropologues. Les premiers souhaitent savoir si tel groupe ethnique pourrait constituer une strate homogène, et à quel titre, et quelle est son extension ; les seconds répondent que l'homogénéité n'est qu'un épiphénomène, résultat somme toute de faits d'organisation. Pour fonder cette réponse, les anthropologues emploient une méthode dont les traits sont connus. Partant de l'hypothèse que l'ethnie existe, puisqu'on en parle et que des personnes bien vivantes affirment en faire partie, ils procèdent par étapes "en allant du plus accessible au moins accessible, le plus accessible étant le mode concret d'occupation de l'espace, autrement dit la forme d'habitat" (MARTIN, 1976, p. 148). L'étude d'une société passe donc par celle du village, dont on espère qu'il "résume le plus complètement possible la société globale". La monographie villageoise est donc un "biais permettant d'accéder au coeur des sociétés africaines ... (elle) relève d'une nécessité fondamentale" (ibid. p. 156). Une interrogation cependant : "Faire le pari que le village étudié est l'image la plus fidèle de la société globale n'induit-il pas à le considérer comme gagné avant toute vérification ?" (ibid. p. 157).

Toute la recherche se fonde sur un constant va et vient entre deux niveaux, ou deux échelles : "Si l'étude de la communauté villageoise est une étape nécessaire pour l'analyse de la société globale, en contrepartie seule une connaissance de la société globale permet, en pays guiziga au moins, de bien comprendre la structure et le fonctionnement de la société villageoise" (PONTIE, 1976, p. 144).

Peut-on même parler d'étapes ? En aucun cas le passage au niveau de l'ethnie entière ne se présente comme une extrapolation, une induction opérée à partir et à la suite de la monographie villageoise. Tout se passe comme si les deux niveaux étaient d'emblée confondus, et comme si les résultats de la monographie ne pouvaient, de par leur nature même, être exposés que sous une forme générale. Mais justement, le peuvent-ils à bon droit ? La consolidation de l'hypothèse faite au départ sur l'existence de l'ethnie s'opère dans une certaine mesure par le détour d'une facilité de langage, et comme à la dérobée. Introduit comme s'il allait de soi, l'article défini (les Guiziga, le paysan Matakam, la société guéré, ...) joue un rôle discret mais efficace dans cette généralisation subreptice. En fait, les auteurs ont sacrifié quelques peu aux impératifs de "l'inconscient collectif" des anthropologues et à l'habitude des africains de se réclamer d'une appartenance ethnique. Par contraste, les mêmes auteurs désignent et analysent avec une grande rigueur l'objet véritable de leurs recherches, à savoir les modes d'organisation qui confèrent à la société considérée sa consistance particulière et sa façon spécifique d'être plus ou moins homogène. Il n'est pas suffisant par exemple de dire que les Matakam forment une ethnie endogame, ou plutôt cette proposition n'est vraie que parce qu'elle en recouvre une autre : à l'intérieur de l'ethnie et du pays matakam, on repère des clans ou des villages pratiquant l'échange de femmes au sein d'une aire matrimoniale infra-ethnique.

Bien plus que l'ethnie en tant que telle, ce sont donc les modes d'organisation et les unités sociales spécifiques (chefferies, aires matrimoniales, fédérations d'alliance, ...) qui devraient retenir l'attention du statisticien, du spécialiste de suivi de projets, du planificateur régional, bref de tous les observateurs qui ont à segmenter le milieu rural pour mieux formuler les problèmes, prévoir la réaction des "développés", nuancer et diversifier les propositions d'intervention établies par les techniciens.

Les monographies que nous venons d'examiner montrent que même s'il n'est pas toujours possible, ou nécessaire, de tendre au niveau de précision que les chercheurs s'efforcent d'atteindre, l'approche qui fait référence au cadre ethnique (éventuellement d'ailleurs pour le dépasser ou le fragmenter) n'est pas un mauvais moyen pour commencer à repérer les paliers où se manifestent une certaine homogénéité de comportements, voire un début de

solidarité. Quelque soit l'objectif qu'on se donne, ce type d'information constitue toujours une donnée essentielle du problème à résoudre. Il est frappant de constater, dans cet ordre d'idées, que d'autres découpages, plus simples car fondés sur des critères plus globaux que le critère ethnique, aboutissent, dès qu'on les nuance un peu, à "un tableau presque aussi compliqué que le kaléidoscope ethnique" et finalement à la constatation suivante : dans le Nord-Cameroun, "chaque ethnies païenne ne fonctionne pas au point de vue social, exactement de la même façon que sa voisine" (BOUTRAIS, 1978, p. 313). En fin de compte, la référence à l'ethnie finit par apparaître pour ainsi dire inévitable.

Pour les chercheurs, l'approche par ethnies n'a représenté qu'une étape, mais une étape indispensable. Outre les connaissances générales ainsi acquises, à une époque où les grands inventaires du milieu humain n'étaient pas encore achevés, cette approche a permis l'identification, la formulation et l'étude de problèmes qu'il eût été sans doute impraticable d'aborder autrement. Chemin faisant, la prise en compte du fait et surtout du devenir ethnique a fait mesurer combien les problèmes diffèrent concrètement selon les sociétés et les cultures, même s'ils paraissent dûs à des causes lointaines de même nature.

De même que la carte du ciel aide l'astronome à diriger son télescope vers des nébuleuses où un fort grossissement fait découvrir d'innombrables sujets de réflexion, de même le découpage ethnique ouvre un accès vers l'analyse rapprochée d'organisations imprévisibles nées d'une histoire sociale diversifiée. S'il faut se garder de confondre le résultat et les moyens, il faut aussi éviter d'abandonner prématurément un utile instrument d'orientation.

BIBLIOGRAPHIE

AMSELLE (J.L.) - 1974

Sur l'objet de l'anthropologie

Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. LVI, pp. 91-114

AUGE (M.) - 1968

Temps et société : le cas de la société alladian (Basse Côte d'Ivoire)

Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. V, n° 3, pp. 63-76

AUGE (M.) - 1969

Le rivage alladian. Organisation et évolution des villages alladian

Mémoires de l'ORSTOM, n° 34, Paris, 264 p.

AUGE (M.) - 1973

L'illusion villageoise

Archives internationales de sociologie de la coopération et du développement, n° 34, Juillet-décembre 1973, pp. 240-251

BALANDIER (G.) - 1950

Aspects de l'évolution sociale chez les Fang du Gabon

Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. X

BALANDIER (G.) - 1955

Sociologie actuelle de l'Afrique Noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique Centrale.

Paris, P.U.F., 510 p.

BALANDIER (G.) - 1971

Sens et puissance

Paris, P.U.F., Bibl. de Sociologie contemporaine, 334 p.

- BOHANNAN (P.) et DALTON (G.) eds. - 1962
Markets in Africa
Northwestern University, 762 p.
- BOUTRAIS (J.) - 1978
Les tendances de l'évolution actuelle
Le Nord du Cameroun. Bilan de dix ans de recherches, vol. I,
ONAREST et ORSTOM, Yaoundé, 337 p. multigr., pp. 313-337
- BOUTILLER (J.L.) - 1968
L'enquête d'ethnologie économique
Ethnologie Générale, Paris, Gallimard, Encyclopédie de la Pléiade,
pp. 214-250
- CHAUVEAU (J.P.) - 1979
Economie de plantation et "nouveaux milieux sociaux" ; essai
d'analyse comparative et historique à partir d'observations en
pays Gban et Baoulé (Côte d'Ivoire forestière)
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XVI, n°s 1 et 2
pp. 59-82
- CHAUVEAU (J.P.) et GU-KONU (E.Y.) - 1979
Deux notes sur l'économie de plantation dans le Sud-Ouest du Togo
Centre ORSTOM de Lomé et Université du Bénin, Togo, 35 p. multigr.
- COQUERY-VIDROVITCH (C.) et MONIOT (H.) - 1974
L'Afrique Noire de 1800 à nos jours
Paris, P.U.F., Nouvelle Clio, 462 p.
- COUTY (Ph.) et HALLAIRE (A.) - 1980
De la carte aux systèmes : 20 ans d'études agraires au Sud du
Sahara (ORSTOM, 1960-1980)
Note AMIRA n° 29, Paris, INSEE-Coopération, 121 p. multigr.
- DAVIDSON (B.) - 1974
Africa in history
Londres, Paladin Granada Publishing, 366 p.

DOZON (J.P.) - 1977

Les leçons de l'histoire, ou l'ethnologie dans tous ses états
Centre ORSTOM de Petit Bassam, Côte d'Ivoire, 78 p. multigr.

EVANS - PRITCHARD (E.E.) - 1940

The Nuer. A description of the modes of livelihood and political institutions of a nilotic people
Oxford, Clarendon Press, 271 p.

GARINE (I. de) - 1964

Les Massa du Cameroun, vie économique et sociale
Paris, Institut International Africain, P.U.F., 250 p.

GLUCKMAN (M.) - 1949

An analysis of the sociological theories of Bronislaw Malinowski
Oxford, University Press, Rhodes Livingstone papers, n° 16, 28 p.

GUILLOT (B.) - 1977

Problèmes de développement de la production cacaoyère dans les districts de Sembe et Souanké (Congo)
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XIV, n° 2,
pp. 151-169

HALLU (R.) - 1978

Bilans et limites des enquêtes statistiques à objectifs macro-économiques réalisées en Afrique Francophone entre 1955 et 1970
Note AMIRA n° 19, Paris, INSEE-Coopération, 72 p. multigr.

JOLIVOT (R.) - 1964

L'information statistique dans les pays en développement
Paris, Ministère de la Coopération, 392 p.

JOSEPH (R.) - 1977

Radical nationalism in Cameroun. Social origins of the U.P.C. Rebellion
Oxford, Clarendon Press, 383 p.

JOSEPH (R.) - 1978

Réponse à l'analyse de l'ouvrage ci-dessus (par J.F. Bayart)
Cahiers d'Etudes Africaines, 71-XVIII, pp. 455-457

LEACH (E.R.) - 1968

Critique de l'anthropologie
Paris, P.U.F., Coll. SUP, 238 p.

LECLERC (G.) - 1972

Anthropologie et colonialisme
Paris, Fayard, 256 p.

LESTRINGANT (J.) - 1964

Les pays de Guider au Cameroun. Essai d'histoire régionale
Versailles, chez l'auteur, 466 p. multigr.

MALINOWSKI (B.) - 1946

The dynamics of culture change. An inquiry into race relations in Africa
New Haven, Yale University Press

MARSHALL MC LUHAN et FIORE (Qu.) - 1967

The medium is the Message
Harmondsworth, Penguin Books, 160 p.

MARTIN (J.Y.) - 1970

Les Matakam du Cameroun. Essai sur la dynamique d'une société pré-industrielle
Mémoires ORSTOM, n° 41, Paris, 215 p.

MARTIN (J.Y.) - 1973

Essai de détermination d'une chronologie de l'histoire pré-coloniale de la société matakam (Cameroun Septentrional)

Communication au Colloque CNRS "Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun" - Paris, 24-28 septembre 1973, 15 p. multigr. (à paraître)

- MARTIN (J.Y.) - 1976
Etude des communautés villageoises et démarches sociologiques
Communautés rurales et paysanneries tropicales, Paris, Travaux
et documents de l'ORSTOM, n° 53, pp. 147-158
- MARTIN (J.Y.) - 1977
Appareil scolaire et production des milieux ruraux
Essais sur la reproduction des formations sociales dominées, Paris,
Travaux et documents de l'ORSTOM, n° 64, pp. 55-68
- MENDRAS (H.) - 1976
Un schéma d'analyse de la paysannerie occidentale
Communautés rurales et paysanneries tropicales, Paris, Travaux et
documents de l'ORSTOM, n° 53, pp. 7-26
- MERCIER (P.) - 1966
Histoire de l'anthropologie
Paris, P.U.F., Coll. SUP, 221 p.
- MERCIER (P.) - 1968
Tradition, changement, histoire. Les Somba du Dahomey Septentrional
Paris, Anthropos, 540 p.
- MOHAMMADOU (E.) - 1970
Les Feroobe du Diamaré, Maroua et Pétété. Les traditions historiques
des Peuls de l'Adamawa
Niamey, Centre Régional de Documentation pour la Tradition Orale ;
Yaoundé, Centre Fédéral Linguistique et Culturel. 469 p. multigr.
- NICOLAS (G.) - 1978
L'enracinement ethnique de l'Islam au Sud du Sahara. Etude comparée
Cahiers d'Etudes Africaines, 71-XVIII, 3 ; pp. 347-377
- OTTINO (P.) - 1963
Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky
Paris, Berger-Levrault, l'Homme d'Outre-Mer, 375 p.

- PANOFF (M.) et PERRIN (M.) - 1973
Dictionnaire de l'ethnologie
Paris, Payot, Petite Bibliothèque Payot, n° 224, 293 p.
- PIAGET (J.) - 1972
Epistémologie des sciences de l'homme
Paris, Gallimard, Idées, 380 p.
- PODLEWSKI (A.M.) - 1966
La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. III, n° 4, 194 p.
- PODLEWSKI (A.M.) - 1973
La monographie
Sources et analyse des données démographiques - 1e partie
INED-INSEE-ORSTOM-SEAE, Paris, 415 p. ; pp. 261-280
- PODLEWSKI (A.M.) - 1979
Etude de la démographie des populations endogames d'Afrique Noire
Communication au Séminaire de l'Université d'Alberta (Canada) -
23-31 mai 1979 (à paraître)
- POLANYI (K.), ARENSBERG (C.M.), PEARSON (H.W.) eds. - 1965
Trade and markets in the Early Empires. Economics in History and Theory
New York, The Free Press, 2e ed., 374 p.
- PONTIE (G.) - 1973 a
Les Guiziga du Cameroun Septentrional. L'organisation traditionnelle et sa mise en contestation
Mémoires ORSTOM, n° 65, Paris, 255 p.
- PONTIE (G.) - 1973 b
Quelques éléments d'histoire guiziga
Communication au Colloque CNRS "Contribution à la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun" - Paris, 24-28 septembre 1973, 31 p. multigr. (à paraître)

PONTIE (G.) - 1976

Intérêts et limites de la référence au cadre villageois pour l'étude d'une société rurale

Communautés rurales et paysanneries tropicales, Paris, Travaux et documents de l'ORSTOM, n° 53, pp. 131-146

PONTIE (G.) - 1978

Les sociétés païennes

Le Nord du Cameroun. Bilan de dix ans de recherches, vol. I - ONAREST et ORSTOM, Yaoundé, 337 p. multigr. ; pp. 209-251

PONTIE (G.) - 1979

La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord-Cameroun)

Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XVI, n°s 1-2 pp. 111-127

POUILLON (F.) et al. - 1976

L'anthropologie économique : courants et problèmes

Paris, Maspéro, 155 p.

ROBINEAU (Cl.) - 1967

Contribution à l'histoire du Congo. La domination européenne et l'exemple de Souanké (1900-1960)

Cahiers d'Etudes Africaines, 26-VII, 2 ; pp. 300-344

ROBINEAU (Cl.) - 1971

Evolution économique et sociale en Afrique Centrale. L'exemple de Souanké (République populaire du Congo)

Mémoires de l'ORSTOM, n° 45, Paris, 215 p.

SCHWARTZ (A.) - 1968

Calendrier traditionnel et conception du temps chez les Guéré

Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. V, n° 3, pp. 53-64

- SCHWARTZ (A.) - 1968 et 1969
La mise en place des populations Guéré et Wobé. Essai d'interprétation historique de la tradition orale
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. V, n° 4, pp. 3-38 et vol. VI, n° 1, pp. 3-56
- SCHWARTZ (A.) - 1969
Toulepleu. Etude socio-économique d'un centre semi-urbain de l'Ouest ivoirien
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. VI, n° 2, pp. 51-70
- SCHWARTZ (A.) - 1971 a
Formes et stratégie sociale dans la société guéré traditionnelle
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. VIII, n° 2, pp. 221-231
- SCHWARTZ (A.) - 1971 b
Univers économique traditionnel et évolution du système de production guéré
Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. VIII, n° 3, pp. 255-270
- SCHWARTZ (A.) - 1971 c
Tradition et changements dans la société guéré (Côte d'Ivoire)
Mémoires de l'ORSTOM, n° 52, Paris, 259 p.
- SCHWARTZ (A.) - 1976
Espace vécu, espace villageois et développement dans la forêt Ouest-ivoirienne : le cas des Guéré
L'espace géographique, n° 1, pp. 21-26
- THENEVIN (P.) - 1975
Planification et comportement des centres de décision en milieu rural
Paris, Ministère de la Coopération, Coll. "Méthodologie de la planification", n° 8, 188 p. multigr.

VERNEUIL (P.) - 1979

Eléments pour une classification des non salariés de la petite production en Afrique de l'Ouest et du Centre

Note AMIRA n° 27, Paris, INSEE-Coopération, 54 p. multigr.

WAAST (R.) - 1974

Les concubins de Soalala

Cahiers du centre d'études des coutumes, Université de Madagascar, X, pp. 7-46

WAAST (R.) - 1980

Les concubins de Soalala

Changements sociaux dans l'Ouest malgache - Paris, Mémoires de l'ORSTOM, n° 90, 251 p. (pp. 153-188)
(version modifiée du texte précédent)

WINTER (G.) - 1967

Le niveau de vie des populations de l'Adamaoua

Service de statistique générale du Cameroun, ORSTOM, SEAE et INSEE, 201 p.

YATES (F.) - 1951

Méthodes de sondage pour recensements et enquêtes

Paris, Masson et Dunod, 355 p.